

Réouverture partielle des frontières terrestres, aériennes et maritimes à compter du 1^{er} juin



P.03

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3009 Mardi 18 Mai 2021 - Prix: 15 DA - www.seybouseimes.dz

Nous informons nos fidèles lecteurs et lectrices de l'ouverture d'un site web.

Veillez le consulter au : www.seybouseimes.dz

ANNABA

Le dossier de l'investissement privé en voie d'assainissement

P.06



ANNABA



L'insuffisance des pharmacies de garde inquiète les malades

P.07

ANNABA



L'association "Abwab El Khir" au chevet des SDF

P.07



ANNABA / APC

Retour au fonctionnement normal de l'état civil

P.06

Le Président Tebboune ordonne la création d'un Fonds pour les fonds et biens détournés

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a instruit, dimanche à Alger, le Gouvernement à l'effet d'introduire des dispositions au titre de l'avant-projet d'ordonnance portant Loi de finances complémentaire pour 2021, relatives à la création d'un Fonds devant accueillir les fonds et biens détournés et confisqués en vertu de décisions de justice dans le cadre des affaires de lutte contre la corruption, indique le communiqué du Conseil des ministres.

“Le Fonds devra accueillir les



fonds et biens détournés et confisqués en vertu de décisions de justice dans le cadre des affaires de lutte contre la corruption”, a précisé le communiqué. Par ailleurs, le Président

Tebboune a instruit, lors de la réunion périodique du Conseil des ministres, le Gouvernement à l'effet d'encourager l'inclusion financière en vue de capter les fonds en circulation dans le marché parallèle, notamment à travers une émission de bons de trésor.

Le Président de la République a chargé le Gouvernement de “poursuivre l'examen de la méthode adéquate permettant de revoir à la baisse le nombre des fonds spéciaux et les inclure dans le processus ordinaire de gestion des recettes et dépenses de l'Etat avec toute la transparence et

l'efficacité requises pour une meilleure maîtrise du budget général de l'Etat”.

Le Conseil des ministres a auditionné un exposé du ministre des Finances sur un projet d'ordonnance portant Loi de finances complémentaire (LFC) 2021 prévoyant une batterie de mesures relatives à “la prise en charge des incidences de la crise sanitaire, l'appui du programme de développement dans les zones d'ombre et les dispositions législatives d'encouragement de la finance islamique et de l'investissement dans des secteurs vitaux”.

Approfondissement de la concertation avec les acteurs économiques

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a instruit dimanche à Alger le Gouvernement à l'effet d'approfondir la concertation avec les différents acteurs économiques pour préparer l'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

Lors de la réunion périodique

du Conseil des ministres tenue dimanche, le Président Tebboune a appelé le Gouvernement à tirer avantage des expériences similaires passées et à renforcer les capacités organisationnelles des différentes administrations concernées par l'encadrement du libre-échange dans le cadre de cette zone en vue d'assurer un accompagnement efficace aux exportateurs algériens.

Il a en outre mis l'accent sur l'impératif de différencier

les opérations de troc qui concernent un nombre limité de marchandises, de l'opération d'échange commercial dans le cadre de la Zlecaf.

Ces instructions ont été données après la présentation d'un exposé conjoint des ministres des Affaires étrangères et du Commerce sur le processus d'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).



Interdiction des situations de monopole et la protection des agriculteurs contre les fluctuations des prix

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a insisté, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, sur l'interdiction des situations de monopole, la protection des agriculteurs contre les fluctuations des prix des produits agricoles et la gestion efficiente et rationnelle des espaces d'entreposage, surtout ceux destinés aux produits de base de large consommation.

Après l'exposé du ministre du Commerce sur le stock commercial stratégique qui sera adoptée comme



nouveau mécanisme de régulation et d'encadrement de l'approvisionnement du marché national en produits essentiels de large consommation, le président de la République a insisté sur “l'application effective de la loi relative à la concurrence, notamment l'interdiction des situations de monopole et la lutte contre les pratiques visant leur exploitation pour la perturbation

de l'approvisionnement du marché national”, précise un communiqué du Conseil des ministres.

Le Président Tebboune a également mis l'accent sur “la poursuite des efforts d'accompagnement des agriculteurs en vue de leur protection contre les fluctuations des prix des produits agricoles” et “la gestion efficiente et rationnelle des espaces d'entreposage, surtout ceux destinés aux produits essentiels de large consommation, afin de les mettre à profit pour assurer l'approvisionnement constant du marché national”.

L'ANIE ENTrE dANs LE vlf dE LA cAmp AgNE éLEctorALE :

Le discours haineux proscrit, respect strict de l'emplacement des panneaux d'affichage

La campagne électorale pour les législatives 2021 débute ce jeudi 21 mai. L'occasion pour l'Autorité Nationale Indépendante pour les Elections (ANIE) de focaliser sur certains fondamentaux.

Ce lundi, l'ANIE ainsi que ses délégations à travers toutes les wilayas du pays, a surligné dans une note d'orientation, la nécessité pour les candidats de se tenir



loin de tout discours haineux et discriminatoire.

Elle a également exhorté au respect strict de l'affichage des listes sur les panneaux réservés à cet effet.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

conseil des ministres : Réouverture partielle des frontières terrestres, aériennes et maritimes à compter du 1^{er} juin

Fermées au grand public depuis le 17 mars 2020 pour lutter contre la propagation du coronavirus, les frontières nationales seront rouvertes, partiellement, dès début juin, au grand bonheur des membres de la communauté nationale établie à l'étranger pour qui le mal de l'Algérie se fait terriblement sentir.

Le 17 mars 2020, le président de la République décrétait, dans un discours à la nation, la fermeture de toutes les frontières terrestres avec les pays voisins avec l'éventualité d'autoriser des déplacements de personnes dans des cas exceptionnels, de commun accord avec les gouvernements des pays concernés.

Le chef de l'Etat avait également annoncé la suspension immédiate de tous les vols de et vers l'Algérie, à l'exception des avions cargos ne transportant

aucun voyageur.

Il a décidé, en outre, la fermeture immédiate de la navigation maritime, à l'exception des navires de charge transportant des marchandises et des biens.

La décision de fermeture des frontières a été prise au terme des consultations avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) et l'autorité sanitaire, et dans le cadre d'une série de mesures arrêtées au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus.

Critiquée par certains ressortissants algériens établis à l'étranger, la mesure de fermeture des frontières a été saluée, en revanche, par les spécialistes qui ont soutenu que le maintien de cette mesure «a permis à l'Algérie de freiner la propagation de la pandémie».

Le chef de service «Infectiologie» de l'hôpital de Boufarik, Dr Mohamed Yousfi, également président du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP), avait plaidé pour la «prudence» à l'arrivée des voyageurs de l'étranger, relevant que de nombreux pays étaient contraints de réinstaurer un confinement strict après un bond des cas et des décès suite à la levée des restrictions de voyage. Toutefois, des milliers d'Algériens bloqués à l'étrangers ont été rapatriés durant cette période et d'autres ont été autorisés à rentrer en Algérie pour «motifs impérieux».

Un premier vol de rapatriement a été organisé dès début février 2020 sur instruction du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour évacuer des étudiants algériens établis à Wuhan (Chine), premier foyer



mondial de la pandémie.

Ce vol a été suivi par de nombreux autres vols de rapatriement. En effet, un dispositif a été mis en place pour le rapatriement des ressortissants algériens bloqués à l'étranger.

Jeudi dernier, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, avait indiqué que le Comité scientifique de suivi de la lutte contre le coronavirus a émis des recommandations pour permettre aux ressortissants algériens et aux étrangers d'entrer au pays, mais

dans le respect de mesures très strictes pour protéger les citoyens contre la Covid-19 notamment les nouveaux variants.

«Les personnes entrant en Algérie, ressortissants ou étrangers, devront présenter, à leur arrivée, un test PCR de moins de 36 heures, et se soumettre à des tests que nous estimons fiables», a-t-il souligné.

Et de poursuivre que «les sujets négatifs seront autorisés à entrer et seront informés des recommandations et consignes à suivre. Les sujets positifs seront, quant à eux, soumis à un confinement de 10 jours», précisant que les frais du confinement et des examens subis à l'arrivée seront à la charge du concerné.

Quant aux voyageurs en provenance de pays où les variants sont très répandus, ils «seront soumis à d'autres examens».

réouverture des frontières : Le Pr Senhadji salue la décision



Le Pr Kamel Senhadji a salué hier lundi la décision prise dimanche par le Conseil des ministres d'ouvrir partiellement les frontières à partir du 1er juin, à raison de cinq vols quotidiens de et vers l'Algérien, à partir des aéroports d'Alger, Oran et Constantine.

«C'est une bonne décision louable qu'il fallait prendre, après une fermeture d'une année, d'autant que la situation épidémiologique est maîtrisée», a déclaré à la presse le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, en insistant sur ses implications positives sur le plan humain, social et économique. Néanmoins, le Pr insiste sur que «les autorités prennent toutes les

mesures au niveau des aéroports, avec des laboratoires d'analyses dédiés pour que personne n'échappe aux mailles du filet».

Un contrôle rigoureux et strict de tout voyageur est nécessaire pour vérifier son état épidémiologique est nécessaire avant de quitter la zone internationale afin d'empêcher tout risque de contamination éventuelle, défend-il.

Pour appel, les dispositions du protocole sanitaire sur lesquelles travaille actuellement le Comité scientifique seront rendues publiques à partir de la semaine prochaine, selon une information rapportée lundi par la radio nationale.

pr ryad mahyaoui : La réouverture des frontières reste dépendante de la situation épidémiologique

Au lendemain de la décision du Conseil des ministres d'ouvrir partiellement les frontières terrestres, aériennes et maritimes de l'Algérie, à partir du 1er juin, le Pr Ryad Mahyaoui, membre du Comité scientifique en charge du suivi de la pandémie est revenu lundi dans les médias, dans une sorte de service après-vente pour expliquer que tout est

lié à l'évolution de la situation épidémiologique.

«La réouverture des frontières dépendra de l'évolution de la situation épidémiologique et une éventuelle nouvelle flambée des contaminations nous conduira fatalement à les refermer de nouveau», prévient-il.

Et le Pr de profiter de son intervention sur Ennahar TV pour lancer un «appel à la



responsabilité et au civisme de tout un chacun pour nous éviter un retour à la situation d'avant».

coronavirus : 117 nouveaux cas, 108 guérisons et 8 décès

Cent dix-sept (117) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 108 guérisons et 8 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique dimanche un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 125.311, dont 117 nouveaux cas,



celui des décès à 3.374 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 87.359 cas, précise le communiqué, ajoutant que 22 patients sont actuellement en soins intensifs.

En outre, 31 wilayas n'ont recensé

aucun cas durant les dernières 24 heures, 14 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 3 wilayas ont recensé plus de 10 cas.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

coroNAvirUs :

117 nouveaux cas, 108 guérisons et 8 décès

Cent dix-sept (117) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 108 guérisons et 8 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique dimanche un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 125.311, dont 117 nouveaux cas, celui des décès à 3.374 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 87.359 cas, précise le communiqué, ajoutant que 22 patients sont actuellement en soins intensifs.

En outre, 31 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24



heures, 14 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 3 wilayas ont recensé plus de 10 cas.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

EXAmENs dE FIN d'ANNÉE :

Début du retrait des convocations aux examens du BAC et du BEM

Les candidats aux examens du Baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (BEM) session 2021 ont commencé dimanche à retirer leurs convocations sur les deux sites de l'Office national des Examens et Concours (ONEC).

Avril dernier, le département de l'Education nationale avait annoncé la date du retrait des convocations des élèves scolarisés candidats aux examens nationaux, à savoir du 16 mai au 17 juin pour les candidats au BEM sur <https://bem.onec.dz> et du 16 mai au 24 juin pour les candidats au Baccalauréat sur <https://bac.onec.dz>.

Par ailleurs, les candidats libres,



précise le ministère, peuvent retirer durant la même période leurs convocations à partir des deux sites de l'ONEC (selon l'examen à passer). A noter que l'opération de retrait des convocations pour l'examen de fin de cycle primaire a débuté le 4 mai courant et se poursuivra jusqu'au 2 juin prochain sur le site <https://cinq.onec.dz>.

EdUcAtIoN :

Des séances de travail entre la tutelle et les partenaires sociaux

Les séances de travail bilatérales regroupant le ministère de l'Education nationale avec l'ensemble des organisations syndicales agréées ont débuté lundi à Alger.

Ces séances qui s'inscrivent dans le cadre d'une série de rencontres consultatives périodiques regroupant le ministère avec les partenaires sociaux (23 syndicats) seront consacrées essentiellement à l'examen des dispositions et des mécanismes de révision du statut particulier et à d'autres questions à caractère



socioprofessionnel des différents corps relevant du secteur".

Selon le calendrier du ministère, le premier jour

sera consacré à la réception de représentants du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'Education (CNAPESTE),

de la Fédération nationale des travailleurs de l'Education (FNTE) et du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE).

Ces rencontres bilatérales interviennent suite aux protestations et aux grèves observées par les enseignants des trois paliers d'enseignement et les différents corps relevant du secteur (agents d'administration, inspecteurs et corps communs) ainsi que des travailleurs professionnels avec des taux mitigés, pour soulever des revendications pédagogiques

et socioprofessionnelles, notamment la réforme du système éducatif, la révision des programmes et l'accélération de la révision du statut particulier des travailleurs du secteur.

L'annulation de la gestion commune des écoles primaires et leur rattachement au ministère de l'Education, l'amélioration du pouvoir d'achat et la restauration du droit à la retraite proportionnelle sans condition d'âge figurent également parmi les revendications des syndicats.

grÈVE dANs LE sEctEUR dE L'EdUcAtIoN :

Le syndicat des proviseurs s'en mêle

Au moment où le ministre de l'Education a entamé des rencontres bilatérales avec des syndicats du secteur, dans le cadre du dialogue social auquel le président de la République avait appelé, le syndicat des proviseurs de lycées ont décidé de prendre le train de la protestation pour signifier qu'il faut désormais compter avec lui aussi.

A l'appel de leur syndicat, le Conseil national autonome des Directeurs de lycées (CNADL), ils étaient quelques 250 à observer ce lundi en fin de matinée un

sit-in devant l'annexe du ministère de l'Education au Ruisseau (Belouizdad) pour faire entendre leur voix et exprimer leur propres revendications.

Tout en se disant solidaires des autres syndicats de l'Education, s'agissant notamment de l'amélioration du pouvoir d'achat, les proviseurs posent également la question prime de responsabilité dont ils réclament la réévaluation, expliquant que leur salaire actuel est à la même hauteur que celui de leur subordonnés dans l'Administration.

Les proviseurs, et tout en



accusant la tutelle de "faire la sourde oreille en cherchant à gagner du temps", réclament en outre "la récupération de

leurs prérogatives" dont ils ont été délestés, la faveur des réformes opérées par l'Administration centrale, ces

dernières années.

Le sit-in des proviseurs de lycée intervient, alors qu'une délégation de leur syndicat est attendue le 25 mai au ministère, dans le cadre du dialogue avec les partenaires sociaux, une façon de se donner de la visibilité en brandissant d'ailleurs la menace de "boycotter le examens de fin d'année, si la tutelle continue à ignorer nos revendication"

A noter que le ministre de l'éducation a reçu lundi des représentants du CNAPESTE, SNTE et FNTE (affiliée à l'UGTA).

Lancement de la première édition du Salon national de l'innovation dans la formation et l'enseignement professionnels

La première édition du Salon national de l'innovation dans la formation et l'enseignement professionnels, a débuté lundi à Alger, avec la participation de représentants de plusieurs secteurs et départements ministériels, ainsi que des représentants du patronat, d'organismes et de dispositifs chargés du soutien et de l'accompagnement des jeunes promoteurs.

La ministre de la Formation et de l'enseignement professionnels, Hoyem Benfreha, qui était accompagnée du ministre de l'Industrie Mohamed Bacha, et du ministre délégué chargé des micro-entreprises, Nassim Diafat, a procédé à l'inauguration de ce salon, en présence du conseiller du président de la République chargé des affaires économiques et financières, Abdelaziz Khellaf ainsi que des membres du gouvernement.

Ce salon, organisé par le ministère de la Formation et de l'enseignement professionnels deux jours durant sous le thème «La formation professionnelle



est source de créativité, et d'innovation», tend à «mettre en valeur les capacités techniques et technologiques des diplômés du secteur à travers la réalisation de leurs projets et à rapprocher les jeunes promoteurs des professionnels et des employeurs. Ce salon tend également à

contribuer à la commercialisation des projets réalisés par les diplômés du secteur, à faire connaître leurs réalisations, et à permettre aux jeunes de s'informer sur les différentes spécialités ouvertes dans les instituts et les centres de formation professionnelle.

Le salon comprend plusieurs pavillons pour la présentation de 69 projets professionnels réalisés par de jeunes diplômés du secteur de la formation professionnelle, venus de plusieurs wilayas du pays.

Les projets présentés dans le salon concernent huit

domaines d'activité, notamment l'agroalimentaire, les technologies de l'information et de la communication, l'électrotechnique, les métiers de l'agriculture, de l'hydraulique et de l'environnement, ainsi que l'hôtellerie, la restauration et le tourisme et l'électronique industrielle. Plusieurs interventions seront présentées à ce propos.

Mme Benfreha, a affirmé à l'ouverture de cette manifestation que la création de ce salon dans sa première édition annuelle vise à mettre en valeur le potentiel des jeunes promoteurs de projets et à les aider à entrer dans le monde de l'entrepreneuriat. Il vise également à présenter des modèles d'innovations et de projets professionnels pour évaluer les compétences et les capacités du secteur de la formation professionnelle dans les professions relevant des différentes filières, les spécialités de la formation professionnelle et les branches et spécialités de la formation professionnelle.

Energie solaire : Vers le lancement du projet de réalisation de 1.000 MW



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a ordonné, dimanche lors de la réunion périodique du Conseil des ministres, la mise en œuvre immédiate des différents axes du plan d'action relatif au développement de la production d'hydrogène vert et au lancement du projet de réalisation de 1.000 mégawatts d'énergie solaire durant l'année en cours.

«Au terme de l'exposé présenté par le ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, intitulé «Transition énergétique...vers un développement humain durable», le

président de la République a ordonné la mise en œuvre immédiate des différents axes du plan d'action proposé, notamment en ce qui a trait au développement de la production d'hydrogène vert et au lancement du projet de réalisation de 1.000 mégawatts d'énergie solaire durant l'année en cours», précise le communiqué du Conseil des ministres.

Le président de la République, ajoute la même source, a souligné «l'importance d'associer les acteurs de la société civile afin de garantir la mobilisation sociétale nécessaire à la réussite de cet ambitieux projet de transition énergétique».

transport maritime : Renforcement des capacités nationales



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, dimanche lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, le renforcement des capacités des deux compagnies nationales de transport maritime pour répondre aux commandes des opérateurs économiques. Au terme de l'exposé du ministre des Travaux publics et des Transports, sur le plan d'urgence relatif au développement de la flotte nationale de transport maritime des marchandises, le président de la République a ordonné «le renforcement des capacités des deux compagnies nationales de transport maritime pour

répondre aux commandes des opérateurs économiques», précise un communiqué du Conseil des ministres.

Le Président Tebboune a insisté sur «la recherche de mécanismes efficaces pour lutter contre l'exacerbation du phénomène de location de containers et les énormes frais liés aux pénalités de retard découlant de leur non restitution dans de courts délais», estimant qu'«il s'agit d'un des graves phénomènes qui grèvent les réserves de change du pays».

Le président de la République a également ordonné l'interdiction de l'importation de transformateurs et de groupes électrogènes produits localement.

ANNABA / INvEstlssEmENts

Le dossier de l'investissement privé en voie d'assainissement

Sihem.Ferdjallah

Programmée chaque lundi, une réunion de la cellule d'écoute chargée d'étudier et de suivre hebdomadairement les dossiers d'investissement, s'est tenue, hier, au siège de la wilaya d'Annaba, sous la présidence du wali d'Annaba Djamel Eddine Berrimi. A cette occasion plusieurs projets ont été examinés minutieusement par le wali, dont certains restent en instance, après avoir constaté que toutes les conditions légales n'étaient



pas entièrement réunies. Dans son intervention, le wali a appelé les investisseurs présents à s'investir dans des

projets commerciaux mais, aussi et surtout, des projets productifs permettant de générer des emplois pour les jeunes. A l'appui, un investisseur a voulu réaliser un projet dans le cadre de l'industrie pharmaceutique dans la zone industrielle de Ain Sayd, seulement ce dernier s'est heurté à des contraintes d'ordre administratives pour obtenir une autorisation. En réponse, le directeur de l'énergie a fait remarquer que cet accord relevait de la compétence du ministère de l'industrie pharmaceutique. Le wali convaincu du bienfondé de ce projet, de son utilité et de sa rentabilité

pour la wilaya, a annoncé qu'il ne ménagera aucun effort pour accompagner l'auteur de ce projet dans la concrétisation de ce projet. D'autres projets ont été examinés par le wali comme celui du village touristique Ain Sayd et une aire de jeux à Seraidi, également d'autres en instance.

Pour le premier responsable de l'administration de la wilaya, les investisseurs doivent s'engager en matière de respect des délais de la réalisation de leurs projets.

ANNABA / LéglsLA tlvEs dU 12 JUIN proCHAIN

L'ANIE a retenu 52 listes de candidatures

Les candidats se préparent à la campagne électorale, pour ce jeudi

Tayeb Zgaoula

Annaba, la délégation de l'autorité nationale indépendante des élections (ANIE) que préside Ali Brahim a retenu pour les prochaines élections législatives du 12 juin prochain 52 listes de candidatures dont 32 listes d'indépendants et 20 listes partisans à ses joutes électorales validées qui vont



se lancer dans la course de ce scrutin dès ce jeudi. Il faut souligner par ailleurs, que l'ANIE Annaba a rejeté auparavant quatre (4) listes

de candidatures pour quorum réglementaire non atteint. On remarque tout de suite que le nombre des candidats indépendants est supérieur à celui des candidats affiliés dans les partis. Dans cette perspective et en prévision du lancement de la campagne, le président de l'autorité nationale indépendante des élections (ANIE) Mohamed Charfi a rencontré les présidents

des listes indépendantes pour clarifier les modalités de financement visant la campagne électorale dont le coup d'envoi sera donné ce jeudi. Pour rappel, le président de l'ANIE Mohamed Chorfi a réaffirmé l'engagement de son instance à accompagner la classe politique en écoutant les préoccupations des candidats indépendants ou ceux des partis politiques. Le tirage au sort

effectué lors de cette réunion avec les représentants des têtes de listes a permis d'octroyer les numéros d'identification à 28 partis politiques et plus de 800 listes électorales indépendantes à travers les 58 wilayas. Enfin dans l'attente du lancement de la campagne électorale les candidats en lice à Annaba commencent déjà à affûter leurs armes.

ANNABA / commErcE

L'activité du souk « El Rahma » prolongée de dix (10) jours

Imen.B

La direction du commerce de la wilaya d'Annaba a autorisé la prolongation de l'ouverture du Souk "El Rahma" de dix (10) jours sachant que ce souk de la solidarité, a connu pendant tout le mois de Ramadhan, un vif succès auprès des citoyens de la ville d'Annaba, grâce à la contribution de la direction du commerce en collaboration avec les autorités concernées pour ambition d'aider les plus démunis, en leur proposant des produits et



denrées de première nécessité à des prix «discount» et constants.

Rappelons que le souk « El Rahma » avait ouvert ses portes au niveau de l'avant-

port d'Annaba où les prix des différents produits dans cet espace commercial étaient affichés avec une différence de 30 à 100 DA l'unité, par rapport aux prix des autres marchés.

Ce sont près de 28 stands où des gérants des entreprises nationales publiques et privées avaient proposé leur articles dans ce marché, vendeurs de produits de base (huile, sucre, lait), ceux de fruits et légumes, voire même les vendeurs de viandes blanche et rouge. A noter que ce souk

avait également pour ambition de rapprocher les entreprises nationales du consommateur, afin d'améliorer le pouvoir d'achat du citoyen. Le ministère du commerce s'attelle à mettre en pratique ce qui est devenu dans notre pays une tradition visant l'amélioration du niveau de vie de la population, particulièrement en direction des familles démunies en leur offrant des prix accessibles pour qu'ils puissent faire aisément leurs emplettes sans aucune pression.

ANNABA / Apc

Retour au fonctionnement normal de l'état civil

Bicha B.N

En dépit des conditions draconiennes relatives aux mesures de prévention médicale contre les risques omniprésents de la covid-19, les institutions publiques, à l'image de l'APC, ont rapidement à la faveur des

dernières décisions, libérant les services des contraintes bureaucratiques, repris leur rythme de travail normal habituel. Ainsi, les services les plus sollicités, ceux de l'état civil notamment, fonctionnent désormais à plein régime. Il y a une nette



amélioration, même noté-on, puisque le spectre des

files d'attente interminables pour l'obtention d'un simple document (résidence, fiche familiale, acte de naissance, fiche individuelle, etc) a complètement disparu. Les antennes des APC au niveau des quartiers périphériques ne sont plus prises d'assaut

quotidiennement par des foules de citoyens, stressés et anxieux pour se faire délivrer les précieux documents. Il y a une fluidité formidable dans le fonctionnement des structures, chargées de l'état civil, a-t-on constaté de visu sur place au niveau de plusieurs cités.

ANNABA / LogEmENts socIAUX

Les habitants de Seraidi réclament l'affichage des listes des bénéficiaires

Sarah Yahia

Les occupants des bidonvilles de la commune de Seraidi, réclament leur droit à l'accès à un logement du quota des logements sociaux. Ces derniers ont exigé l'affichage des listes des bénéficiaires de logements sociaux. Ils dénoncent également les retards enregistrés dans le traitement des dossiers. «On nous a promis d'étudier nos dossiers et de reconstituer la liste dès que les constructions seront achevées, mais rien



n'est encore fait pour le moment», s'indignent-ils. « Nous nous rassemblons régulièrement devant le siège de la wilaya pour inciter les responsables concernés à

procéder à l'affichage des listes des futurs attributaires. Notre attente dure depuis plus de quatre années », assure un mal-logé.

Selon des informations recueillies sur place, ces habitants vivent dans des bidonvilles, et dans des conditions de vie lamentable depuis quelques années, en l'absence des commodités élémentaires. « Nous vivons un véritable calvaire, et nous occupons des logements de fortune que nous avons nous-mêmes réalisés avec

nos propres moyens de bord », s'exprimeront certains plaignants, et d'ajouter « Nos habitations manquent de conduites d'évacuation des eaux usées, de réseau d'alimentation en eau potable, d'électricité et de sanitaires, des conditions déplorables».

A ce titre, les habitants demandeurs de logements interpellent les autorités locales afin d'être relogés dans des habitations décentes.

ANNABA / cANICULE

Sensibilisation des personnes les plus vulnérables face aux vagues de chaleur

Imen Boulmaiz

Après avoir vécu un mois de ramadhan avec des températures plutôt clémentes, voilà que l'été pointe le bout de son nez avec des températures dépassant les 34°C voir 38°C au soleil et le taux d'humidité pénalise les autochtones qui ne sortent qu'à la tombée de la nuit.

En effet, un médecin urgentiste que nous avons approché, nous



confie que « les fortes chaleurs peuvent représenter un risque considérable pour certains groupes de la population, en particulier les malades

(chroniques) âgés, les travailleurs manuels, les sportifs, les femmes enceintes et les enfants en bas âge ». Notre interlocuteur rappelle, au grand public, particulièrement les plus vulnérables, la conduite à adopter pour se protéger en cas de fortes températures, avant que la saison estivale ne débute. Les établissements sanitaires ont enregistré un flux de patients incommodés par ces chaleurs importantes.

Les professionnels du secteur sanitaire et la Protection civile lancent, des appels à la prudence à la population, puisque ce sont les diabétiques, les hypertendus, les asthmatiques, les cardiaques, ceux souffrant d'insuffisance respiratoire et les nourrissons qui sont les plus affectés durant cette saison, et les cas d'insolation sont nombreux. Enfin, comme le recommandent les spécialistes pour ceux qui veulent se protéger

de la chaleur, c'est surtout éviter les efforts physiques, préserver la fraîcheur de l'intérieur du logement et de son organisme, boire beaucoup d'eau (au moins 1,5 litre par jour), prendre des repas froids et riches en eau, compenser les pertes en sel pendant et après les activités physiques. En plus, éviter que des personnes restent dans des véhicules en stationnement.

ANNABA / officINES

L'insuffisance des pharmacies de garde inquiète les malades

Sarah Yahia

En pleine saison estivale et en dépit des nombreux dispositifs mis en place par les différents organismes et autorités locales, la problématique du non-respect des listes de garde des pharmacies se pose toujours. Les citoyens de la ville d'Annaba se plaignent gravement du peu de pharmacies disponibles la nuit. Les pharmaciens reconnaissent tout de même le bien-fondé des revendications des citoyens. Sous le sceau de l'anonymat,

un pharmacien estime que le manque de coordination entre les officines est l'une des causes de cette défaillance. Une situation qui pénalise certainement les malades, surtout ceux en quête d'un médicament recommandé en urgence tard la soirée. Une grande partie des patients, en particulier ceux atteints de maladies chroniques, ont exprimé leur profonde déception face au déficit de pharmacies de garde la nuit. Certains citoyens se voient souvent être obligés de parcourir



des kilomètres en soirée ou se déplacer vers d'autres communes avoisinantes pour pouvoir disposer des médicaments prescrits par le médecin traitant.

D'autres craignant les risques d'agressions nocturnes préfèrent patienter jusqu'au lendemain matin. C'est surtout au moment des heures tardives de la nuit qu'il devient difficile d'obtenir son médicament, compte tenu des permanences de nuit limitées. La préoccupation des patients, notamment des malades chroniques a été maintes fois soulevée à travers nos précédentes éditions et par de nombreux confrères de la presse locale. Il est attendu des responsables du

secteur concerné de se pencher attentivement sur ce sujet et d'amener les gérants d'officines à respecter scrupuleusement les horaires de permanence. Actuellement la situation persiste et certains pharmaciens se cachent derrière le fallacieux prétexte de la sécurité des biens et des personnes. Ce qui revient à dire : « leur sécurité au détriment de la santé de centaines de malades », surtout qu'en l'absence d'un médicament leur santé pourrait s'aggraver du jour au lendemain.

ANNABA / AssocIA tloN

L'association "Abwab El Khir" au chevet des SDF

Sihem Ferdjallah

Les associations et les groupes à vocation caritative à Annaba sont de plus en plus nombreux. Chaque année, elles ont pris l'habitude de préparer des plans d'action. En effet, ces associations qui rivalisent d'ingéniosité et de générosité, où tout acte de solidarité et d'entraide est synonyme d'œuvre

de bienfaisance, en témoigne la distribution des repas chauds et des pâtisseries traditionnelles pour les SDF durant les deux jours de l'Aid. Des jeunes et moins jeunes bénévoles annabi ont choisi d'adhérer à cette série d'actions de solidarité et de contribuer aux œuvres de bienfaisance. Si les garçons préfèrent passer leur temps à prêter aide et assistance aux plus

démunis, les associations comptent aussi sur le personnel féminin pour la préparation des plats variés de nourriture, tout en veillant au strict respect des règles d'hygiène. En effet, l'association "Abwab El khir" présidée par madame Wahida Atammnia est à pied d'œuvre pour apporter sa contribution dans l'action de solidarité. «Nous avons des bénévoles et des volontaires



qui cuisinent et distribuent aux SDF», a déclaré une jeune bénévole, et d'ajouter « Notre objectif également est de renforcer

les actions de solidarité au profit des familles pauvres issues des différentes communes de la wilaya ». A cet effet, l'association lance un appel à tous les donateurs à travers la wilaya pour collaborer à la concrétisation des objectifs assignés à cette action de solidarité et d'intérêt général, qui nécessite des efforts et des moyens humains, matériels et financiers.

ALger :

L'agression sur les trains "inadmissible", poursuites judiciaires contre les auteurs

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a regretté des comportements "inadmissibles" de la part de jeunes adolescents qui ont entravé samedi la circulation des trains à Alger, assurant que ses services ont déjà entamé les procédures de poursuites judiciaires envers ces individus, a indiqué dimanche un communiqué de la Société, selon aps.

"La Société nationale des transports ferroviaires a enregistré avec regret,



durant la journée du samedi 15 mai 2021, au niveau de la halte du caroubier (Alger), des comportements

inadmissibles de la part de jeunes adolescents qui ont entravé la circulation des trains vers les gares d'El Affroun et de

Zeralda, en actionnant abusivement les signaux d'alarme, ce qui a empêché le redémarrage du train et a engendré des perturbations dans la circulation des autres trains durant toute l'après-midi du samedi", a expliqué la Société.

En plus, ajoute la même source, "ces jeunes se sont pris aux trains par un caillassage causant le bris de plusieurs vitres et des dommages importants au train".

A cet effet, la SNTF a interpellé "les parents de ces jeunes à prendre

leurs responsabilités envers leurs enfants", souligne le communiqué, ajoutant que les services concernés de la société "ont déjà entamé les procédures de poursuites judiciaires envers ces individus, sur la base des enregistrements vidéos des caméras installées dans les trains".

La SNTF a appelé, par ailleurs, "au civisme de nos concitoyens et son aimable clientèle pour préserver les trains et les installations ferroviaires qui sont la propriété de tous les Algériens".

UN POLICIER RETROUVÉ MORT CHEZ LUI :

Une enquête ouverte à Aïn Defla

Il exerçait au sein de la sûreté de Aïn Defla (à l'Ouest de l'Algérie). Un policier a été retrouvé mort, hier en fin de journée, samedi 15 mai 2021, en son domicile dans la même wilaya, selon algerie360.

L'annonce a été faite ce dimanche par la cellule de communication de la sûreté de Aïn Defla. Âgé de 53 ans, la victime était affectée à la sûreté de wilaya.

« Le policier (Ch. D), âgé de 53 ans, a été retrouvé mort samedi en fin d'après-midi (19H00) à son domicile sis à la cité des 90 logements participatifs du chef-lieu de wilaya », a précisé Sid Ahmed Kouadri, chargé de communication de la sûreté de Aïn Defla.

Ouverture d'une enquête Le chargé de communication de la sûreté de Aïn Defla a également

fait savoir qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes qui ont mené à ce drame.

« A ce stade, nous n'avons aucune information sur les circonstances de sa mort (...) Une enquête a été ouverte par le procureur de la République près le tribunal de Aïn Defla en vue d'élucider cette affaire », a ajouté Sid Ahmed Kouadri.



Un nid d'aigles royaux, à 30 mètres de haut, vandalisé à Tlemcen



L'unique nid d'aigles royaux du parc national de la wilaya de Tlemcen a été le théâtre d'un crime contre la nature. Un nid d'aigles

royaux, qui était l'objet d'un rigoureux suivi scientifique, a été lâchement vandalisé par des inconnus. Le nid royal, perché à 30 mètres de haut sur une falaise, a été construit

par le couple d'aigles royaux, espèce rare et en voie de disparition, dans le début des années 1990, selon algerie360.

La surprise des agents du parc national de Tlemcen a été grande. C'est un véritable coup de massue qui leur est tombé sur la tête au moment où ils ont constaté que l'unique nid des aigles royaux a été vandalisé, alors que pour pouvoir atteindre ce nid, ces mêmes agents faisaient appel à la Protection civile et à leur équipement de hissage. Il s'agit d'une « prouesse invraisemblable », commentent nos confrères

d'El Watan, qui ont rapporté l'information.

Vol de deux petits aiglons La même source rapporte que le couple d'aigles royaux a mis au monde cette année, pour la première fois depuis fort longtemps, deux petits aiglons. Ces derniers s'apprêtaient à quitter le nid au début du mois prochain. Les voleurs, qui ont apparemment eu vent de cette heureuse nouvelle, ont pu escalader la falaise, puis ils ont volé les deux aiglons, ainsi que le piège photographique posé par les scientifiques, afin de ne laisser aucune trace.

D'ailleurs, la seule trace

qui a été trouvée sur place, c'est le ticket d'une corde de 30 mètres de long, laissé fièrement par les voleurs sur le lieu de leur crime contre la nature et la science. Un mince espoir subsiste cependant quant au retour du couple qui vient de perdre ses deux petits.

Ce crime ne peut avoir comme motivation que l'appât du gain que pourrait rapporter les deux aiglons à la vente une fois devenus adultes. Nos confrères d'El Watan promettent de revenir plus en détail sur cette affaire jeudi prochain, dans leur « magazine environnement ».

Enquête pour fraude ouverte au Royaume-Uni sur Gupta

Le groupe, qui possède notamment l'aciérie Ascoval et l'usine Liberty Rail, à Hayange, pourrait perdre le prêt qui était sur le point de le sauver.

L'étau se resserre un peu plus autour de Gupta Family Group Alliance (GFG Alliance), le groupe d'acier et d'aluminium détenu par l'homme d'affaires indo-britannique Sanjeev Gupta. Vendredi 14 mai, le Serious Fraud Office, l'équivalent britannique du parquet financier, a ouvert une enquête pour « fraude, commerce frauduleux et blanchiment d'argent ». Il précise qu'il s'intéresse en particulier à ses « arrangements financiers avec Greensill Capital », l'institution financière, qui était son premier prêteur et dont la faillite retentissante, en mars, a fait éclater le scandale. Depuis, GFG Alliance, qui emploie 35 000 personnes du Royaume-Uni jusqu'en Australie, et annonce un chiffre d'affaires de 20 milliards de dollars (16,5



milliards d'euros), est en grande détresse financière, son habituelle source de liquidités lui étant coupée. L'annonce de l'enquête risque à présent de lui être fatale. White Oak Global Advisors – qui avait accepté de lui fournir un prêt d'urgence en Australie et était en discussion pour un autre au Royaume-Uni, pour un total d'environ 500 millions d'euros – ayant annoncé vendredi qu'il retirait son offre. Samedi, l'institution financière californienne a semblé rétro-pédaler,

expliquant finalement que les discussions continuaient, mais que tout prêt serait sujet « aux vérifications nécessaires et à une gouvernance acceptable ». La confusion règne.

En France, le procureur de la République de Poitiers a ouvert une enquête préliminaire, en mars, après la mystérieuse disparition d'un prêt garanti par l'Etat de 18 millions d'euros accordé par Greensill à la fonderie d'aluminium du Poitou, à Ingrandes (Vienne), qui fait partie de

GFG Alliance. L'argent a été versé en décembre 2020 sur le compte de la société en France, mais quarante-huit heures après, il était renvoyé à Greensill Capital. La fonderie n'en a jamais revu la couleur.

Prêts hasardeux

L'ascension météorique de Sanjeev Gupta, un ancien courtier en matières premières, intrigue. Depuis 2013, il a multiplié les achats d'usines d'acier et d'aluminium. Son arrivée sur ce marché a pris tout le monde par surprise et l'origine de son financement laissait perplexe. En France, il emploie 2 000 personnes sur une dizaine de sites, dont l'aciérie Ascoval à Saint-Saulve (Nord), l'usine Liberty Rail à Hayange (Moselle), et la fonderie Alvanco à Dunkerque, premier producteur d'aluminium primaire en Europe.

Une partie du voile a été levée avec la faillite de Greensill Capital. Cette petite institution financière britannique s'était, elle aussi, développée en quelques années à peine,

vantant son utilisation des nouvelles technologies pour expliquer sa croissance exponentielle. La société s'était même offert le luxe de recruter comme conseiller l'ancien premier ministre David Cameron.

En réalité, l'entreprise avait multiplié les prêts hasardeux. Elle entretenait aussi des liens étrangement étroits avec l'empire de M. Gupta, qui était de loin son principal client, dans une profonde relation d'interdépendance.

GFG Alliance devait 5 milliards de dollars à Greensill au moment de la faillite. Cette relation très proche a-t-elle masqué des fraudes ? Selon le Financial Times, Greensill avait prêté de l'argent sur la base de commandes que GFG Alliance avait obtenues de clients... qui n'étaient absolument pas au courant de ces contrats. Des fausses factures ont-elles été émises ? Y a-t-il une autre explication ? Le temps que la justice démêle cet écheveau, l'entreprise sidérurgique risque de ne plus exister.

L'Arménie accuse l'Azerbaïdjan de violer la frontière

Des soldats azerbaïdjanais sont apparus le 12 mai dans la région de Syunik et de Gegharkunik. Erevan dénonce une « violation » de son intégrité territoriale, selon le monde fr.

Fort de sa victoire écrasante face à l'Arménie dans la guerre au Haut-Karabakh, scellée par le cessez-le-feu du 9 novembre 2020, l'Azerbaïdjan semble décidé à pousser son avantage. Erevan accuse Bakou d'avoir violé la frontière en menant une incursion de 3,5 km à l'intérieur de son territoire, et

de vouloir prendre le contrôle de certaines zones. Quelque 250 soldats azerbaïdjanais sont en effet apparus mercredi 12 mai dans la région de Syunik et de Gegharkunik, autour du lac Sev, une zone de pâturage isolée située en haute montagne, en lisière d'un territoire que Bakou a reconquis à l'issue du conflit.

« C'est un empiètement », s'est alarmé le premier ministre arménien, Nikol Pachinian. Les soldats sont entrés d'autant plus facilement qu'il n'y avait sur place que des gardes-frontières

arméniens, eux-mêmes trop peu nombreux pour pouvoir surveiller toute la zone. Des militaires arméniens ont été déployés depuis, et ont arrêté l'avancée sans tirer de coups de feu, selon les autorités.

« Notre position est claire : les forces azerbaïdjanaises doivent quitter le territoire de l'Arménie », a insisté le premier ministre. Le procureur général d'Arménie a ouvert une enquête pénale pour « violation de l'intégrité territoriale ». De son côté, Bakou a rejeté ces accusations, jugées «



ahurissantes », et affirmé avoir déployé des gardes-frontières sur son propre territoire, dans

les districts de Latchine et Kelbajar, que l'Arménie lui a restitués après la guerre.

Dimanche dernier à Gaza, le massacre de la rue Wehda

Cette nuit-là, on a tous cru qu'on allait mourir

Le bombardement de cette artère commerçante par l'armée israélienne a tué au moins 42 civils, dont 16 femmes et 10 enfants. Tsahal affirme avoir visé « une infrastructure militaire souterraine », selon le monde fr.

La rue Wehda est, en temps normal, l'une des artères les plus animées de Gaza. Jalonnée de boutiques, de restaurants, de banques et



de bureaux, elle traverse l'agglomération d'est en ouest, depuis Shujaia, un quartier périphérique, jusqu'à l'hôpital Shifa, le principal centre médical de l'enclave côtière, non loin du front de mer. Mais sur cette rue, il flotte désormais un air de deuil et de désolation. Dans la nuit de samedi 15 à dimanche 16 mai, l'endroit a été soumis à un bombardement de l'armée israélienne d'une extrême violence, qualifié de «

tremblement de terre » par les habitants.

Les secouristes se sont aussitôt précipités vers trois immeubles réduits à l'état de gravats. Dimanche, en fin d'après-midi, après une journée de travail, ils avaient extrait des décombres 42 corps de civils sans vie : 16 hommes, 16 femmes et 10 enfants. Cinquante autres personnes ont été blessées, selon le ministère de la santé de Gaza.

proCHE-orIENT

Nouveau pilonnage de Gaza par Israël, plus de 200 morts en une semaine

Malgré les appels à la désescalade, les affrontements se poursuivent au septième jour depuis le regain de tensions entre Israël et la Hamas.

Durant la nuit de dimanche à lundi, comme depuis une semaine, les bombardements intensifs israéliens ont secoué la bande de Gaza. L'aviation israélienne a pilonné la bande de Gaza à des dizaines de reprises en l'espace de quelques minutes, provoquant des coupures de courant. Des centaines de bâtiments ont été endommagés, d'après les autorités locales, qui n'ont pas fait état de victimes dans l'immédiat. Tsahal justifie ces frappes en expliquant viser « des cibles terroristes » sans donner plus de détails.

Les maisons de neuf responsables

du Hamas ont été attaquées par des avions et des drones. De même que l'une des entrées du réseau de tunnels creusés par le Hamas, surnommé le « métro de Gaza », devenue la cible d'attaques aériennes à répétition, rapporte notre correspondant à Jérusalem, Christian Brunel.

Autrement dit, l'heure des négociations pour un cessez-le-feu n'a pas encore sonné. Mais sur le front diplomatique, le Premier ministre a dit qu'il commençait à y avoir des pressions, une allusion au changement de ton des États-Unis. Antony Blinken, le secrétaire d'État américain, a proclamé sur Twitter : « Il faut que les violences s'arrêtent immédiatement ! »

Il a pris contact avec l'Arabie saoudite, le Qatar, l'Égypte, qui pourraient servir d'intermédiaires.

Sur place, l'envoyé spécial de l'ONU a ouvert un canal de discussions avec le conseiller à la sécurité nationale de Benjamin Netanyahu.

Dans les Territoires palestiniens, c'est la stupeur. « Il n'y a jamais eu de frappes d'une telle ampleur », a témoigné Mad Abed Rabbo, 39 ans, qui vit dans l'ouest de la ville de Gaza. « J'ai eu l'impression de mourir », a déclaré une autre habitante avant d'ajouter : « Netanyahu doit se rendre compte que nous sommes des civils, pas des militaires. »

« À Gaza, il y a une densité de population très élevée. Donc, dans toute frappe, il y a toujours un risque de toucher des personnes qui vivent à proximité de la cible visée. Et aujourd'hui, dans la situation, on ne peut pas déterminer si une cible est, ou pas, un objectif militaire légitime



», explique à RFI Fabrizio Carboni, directeur Moyen-Orient du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

La Croix-Rouge demande donc de restreindre « au minimum » les frappes étant donné la configuration

de la bande de Gaza et « de rester à distance des civils ». « C'est sous les yeux de tout le monde qu'il y a un enjeu, une grosse difficulté pour la population, dans un environnement comme Gaza », ajoute Fabrizio Carboni.

La France prête 1,5 milliard de dollars au Soudan pour solder son arriéré avec le FMI

La France va aider le Soudan, lourdement endetté et engagé dans une transition démocratique, à solder son arriéré de dette avec le FMI en lui prêtant 1,5 milliard de dollars, a annoncé ce lundi 17 mai le ministre de l'Économie Bruno Le Maire.

La France va œuvrer pour « soulager le Soudan du fardeau de sa dette le plus tôt possible », a déclaré Bruno Le Maire, en amont de la Conférence internationale d'appui à la transition soudanaise qui se tient à partir de 13 heures dans la capitale française, à la veille d'un sommet international sur la relance de l'économie en Afrique.

Le président Emmanuel Macron confirmera cet engagement financier de la France à cette occasion, a précisé le ministre, qui s'exprimait dans le cadre du Forum des affaires France-Soudan organisé par l'organisation patronale française Medef, en présence du Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok.

L'Égypte tente une médiation et ouvre ses frontières aux blessés de Gaza

L'Égypte a entamé depuis une semaine une médiation entre Israël et les Palestiniens. Une médiation qui, pour le moment, n'a pas abouti. Emmanuel Macron a rencontré ce lundi matin 18 mai à Paris son homologue égyptien Abdel Fattah Al-Sissi pour soutenir ses efforts.

L'Égypte a proposé, dans un premier temps, une trêve de 12 heures entre Palestiniens et Israéliens. Elle permettrait ainsi l'ouverture d'un dialogue entre les dirigeants du Hamas et les responsables israéliens.

Un scénario que Le Caire avait appliqué avec succès lors des précédents conflits entre

Israël et le Hamas. Mais la délégation égyptienne partie à Tel Aviv s'est vue opposer une fin de non-recevoir de la part du pouvoir israélien, rapporte notre correspondant au Caire, Alexandre Bucciante.

Les autorités israéliennes veulent se venger de l'affront de la pluie de missiles palestiniens sans

précédent sur Israël, estiment des analystes. Pour marquer son mécontentement face au rejet de sa médiation, Le Caire a ouvert sa frontière avec Gaza pour permettre aux blessés palestiniens de venir se faire soigner en Égypte. Des blessés accompagnés de leur famille et parfois de hauts responsables du Hamas.

Att AQUEs coNtrE LEs p ALEstINIENS:

L'OCI appelle à mettre fin aux opérations militaires de l'entité sioniste

RIYAD - L'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui a convoqué dimanche une réunion d'urgence virtuelle de ses ministres des Affaires étrangères, a condamné les attaques de l'entité sioniste contre les Palestiniens, et a exhorté la communauté internationale à agir immédiatement pour faire cesser les opérations militaires de l'entité sioniste.

Cette réunion s'est tenue à la

demande de l'Arabie saoudite, a rapporté l'agence de presse officielle saoudienne.

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal ben Farhan ben Abdullah, a présidé la réunion. Il a attiré l'attention sur les violations flagrantes du caractère sacré des sanctuaires islamiques par l'entité sioniste, sur les attaques commises contre les fidèles et les civils palestiniens, ainsi que sur les violations israéliennes de toutes les résolutions

internationales, a indiqué l'agence de presse.

Le prince a réaffirmé le rejet par l'Arabie saoudite des mesures et des projets provocateurs de l'entité sioniste visant à expulser de force les Palestiniens de leurs maisons à El-Qods Est et à les soumettre à la souveraineté de l'entité sioniste. Il a également condamné les opérations militaires qui se sont soldées par des victimes civiles, y compris des femmes et des enfants innocents.

Le chef de la diplomatie saoudienne a appelé la communauté internationale à prendre immédiatement des mesures d'urgence pour faire cesser les opérations militaires, acheminer de l'aide humanitaire, apporter des soins aux blessés, et s'efforcer de relancer des négociations visant à instaurer une paix basée sur une solution à deux États qui soit conforme au droit international et à l'Initiative de paix arabe.

roY AUmE-UNI:

Le déconfinement progresse, menacé par la propagation du variant indien

Réouverture de la restauration en intérieur, des musées, des théâtres et des cinémas : les Britanniques entament ce lundi 17 mai la troisième étape de leur déconfinement progressif.

Mais un déconfinement dans l'inquiétude à cause de la propagation du variant indien dans le pays.

Les cas de personnes contaminées par le variant indien sont pour

l'heure peu nombreux : 1 300 au total. Mais ils ont doublé en une semaine et Boris Johnson a prévenu : la dernière étape du déconfinement, le 21 juin, pourrait être révisée si le variant

indien continue de se propager. Sur les bords de la Tamise, près du parc de Battersea, Chris Swiney s'affaire avant la réouverture de son cinéma. Il a dû s'adapter aux règles sanitaires mais il ne

boude pas son plaisir : « Je suis très content, vraiment vraiment content. J'ai l'impression que ça fait tellement longtemps. Et les ventes de billets montrent que les gens aussi ont hâte de revenir. »

cumul de fonctions : Des membres du BF n'ont encore rien lâché

Le 15 avril dernier, Charaf-Eddine Amara a été élu avec son BF à la tête de la Fédération algérienne de football pour un mandat de 4 ans. Le nouveau boss du football algérien, qui a formé son bureau dans la précipitation, a dû recycler quelques visages pour former une équipe et rafler la mise. Ceci dit, les dossiers d'engagement des 12 membres de son bureau, qui ont été acceptés par la commission de Yahi, comportaient un document important ; il s'agit d'un engagement signé par les 12 membres qui les oblige à démissionner de leurs autres fonctions interférant avec cette nouvelle mission. Les membres, qui sont en même temps présidents de leurs ligues respectives, étaient directement concernés. Cela a été dur pour eux d'apprendre l'amendement du décret ministériel concernant le non-cumul des fonctions, ce

qui les concerne directement.

Complication

En effet, le ministre de la Jeunesse et des Sports Sid Ali Khaldi avait présenté, le 3 février dernier en conseil du gouvernement, un exposé sur ce document qui étend les cas de non-cumul à des catégories de fonctionnaires de son secteur, qui n'ont pas été prévus dans les dispositions du décret exécutif n° 15-340 en vigueur. «Les nouvelles dispositions apportent plus de précisions aux cas et situations de non-cumul de responsabilités, ce qui permettra de mieux lutter contre les risques de conflits d'intérêts et d'abus d'autorité et préserver ainsi l'éthique et la morale sportives», selon un communiqué du Premier ministre du 3 février. Ce décret exécutif de non-cumul concerne «les titulaires de la fonction élective de président ou membre élu du bureau exécutif



d'une Fédération, ligue, club ou association sportive, avec ladite fonction au sein des structures d'organisation et d'animation sportives de la même discipline ou d'une autre discipline sportive, les fonctionnaires nommés aux postes supérieurs, les fonctionnaires nommés aux postes supérieurs de chef de service ou de bureau, etc.» D'où la signature des candidats au poste de membre du BF d'un document d'engagement pour un retrait d'une des deux fonctions en cas d'élection, et ce, dans un délai d'un mois. 15 avril-15 mai,

le mois a donc exprimé il y a déjà 2 jours, mais le constat est là : certains membres du bureau n'ont pas encore démissionné. Ils restent aussi bien dans leurs ligues qu'au sein du bureau de la FAF. Une situation irrégulière qui intrigue, d'autant que le président Charaf-Eddine a été clair et intransigeant. Il a évoqué à son retour au pays en provenance de Doha, l'obligation de démissionner : «Il faut appliquer les lois, c'est un décret, personne ne peut l'enfreindre après. L'application de ce décret mettra plusieurs responsables de ligues régionales ou de wilaya dans la gêne ; ils vont devoir démissionner. Chez nous, au BF, il n'y a pas de problème, les membres se retireront, mais au niveau des ligues, la seule solution c'est de reporter un peu l'application du décret. Ce n'est pas pour enfreindre les lois, mais on demandera une

prolongation des délais.» Et de poursuivre : «Les membres du BF doivent démissionner. Moi, personnellement, je vais devoir me retirer du CRB. Je demande à tout un chacun de se mettre en conformité avec les lois. J'espère ne pas arriver au stade de la complication, c'est un règlement, il doit être appliqué. Dans un tel cas, j'ai une liste de suppléants, je prendrai quelques-uns, on n'écoulera pas ces noms. J'ai discuté avec quelques membres, les avis divergent. Certains préfèrent reporter l'application de la loi, certains veulent une nouvelle chance et l'appliquer ensuite. Mais pour moi, il n'y a pas 36.000 solutions », a déclaré le président CEA, appelant ainsi les membres de son bureau à se soumettre aux lois. Mais, visiblement, certains s'accrochent comme ils peuvent à leurs postes ; la complication que craignait le boss n'est pas si loin que ça.

World rugby : Le statut de membre permanent va accélérer la croissance de la discipline

Le président de la Fédération algérienne de rugby (FAR), Sofian Ben Hassen, a affirmé que l'obtention par l'Algérie de statut de membre permanent, au sein de la Fédération internationale de rugby (World Rugby) allait «accélérer l'évolution de la discipline en Algérie, grâce à l'accompagnement de l'instance internationale».



ce qui est très important pour notre pays».

Et d'ajouter : «Cette intégration au sein de World Rugby permettra donc à l'Algérie de prendre part aux éliminatoires des JO et du Mondial de rugby à VII et XV dans les deux catégories (masculines et féminines)».

De son côté, le président de la Confédération africaine de rugby (Rugby Afrique), le Tunisien Khaled Babbou, a souligné que l'obtention par l'Algérie et le Burundi du statut de membre permanent à World Rugby, est une preuve du développement du ballon ovale en Afrique.

«J'ai un grand plaisir de souhaiter la bienvenue aux fédérations d'Algérie et du Burundi de rugby comme membres permanents à World Rugby, portant ainsi le nombre de pays africains à 20 membres. Le rugby est en constant développement en Afrique. Notre stratégie s'appuiera sur les jeunes et les femmes qui connaissent une nouvelle dynamique. De

50.000 joueurs enregistrés en 2012, le nombre est passé à plus de 350.000 joueurs en 2020», a-t-il fait savoir.

La sélection algérienne avait remporté la Bronze Cup en 2017, puis la Silver Cup en 2018. Elle devait prendre part à la Golden Cup en 2019 (la plus prestigieuse compétition continentale), mais l'instance africaine a décidé de changer la formule de compétition.

La 10e édition du Mondial de rugby à XV, prévue en France en 2023, est considérée comme un objectif majeur par la FAR, dans le but de qualifier les «Verts» pour une première participation mondiale historique de cette discipline en Algérie.

A signaler que World Rugby a abandonné fin 2019 l'ancienne formule de la Coupe d'Afrique des nations, constituée auparavant de trois paliers (Bronze Cup, Silver Cup et Golden Cup) avant d'adopter en 2020 une nouvelle formule à laquelle prennent part 16 pays.

Toutefois, les nouvelles conditions sanitaires imposées par le Covid-19 ont obligé l'instance continentale à changer encore de système de compétition, avec l'instauration de groupes pour l'année 2021 et la phase finale en 2022, en attendant le tirage au sort prévu en décembre prochain.

Décès de l'ancien gardien international algérien, Samir Hadjaoui



L'ancien gardien international algérien Samir Hadjaoui est décédé dimanche soir à Paris, des suites d'une longue maladie, a appris l'APS auprès du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

«Samir Hadjaoui avait demandé à être rapatrié, et il était prévu que cela se fasse demain (ndlr, lundi). Malheureusement, il est décédé quelques heures avant» a détaillé le MJS.

Gravement malade, cet ancien portier de 42 ans avait sollicité les hautes instances du sport national au mois de décembre dernier pour lui procurer une prise en charge médicale à l'étranger, et son vœu a été exaucé, puisqu'il a été rapidement transféré dans la capitale française.

Seulement, et comme s'il avait compris que sa fin était proche, Hadjaoui a lancé de nouveaux

appels de détresse au cours des dernières 72 heures pour demander à être rapatrié au plus vite. Ce qui devait se faire ce lundi.

Malheureusement, il est décédé juste avant.

Samir Hadjaoui, en bref

- Né le 16 février 1979 à Tlemcen. Il compte trois sélections en équipe nationale «senior» pendant l'année 2007.

- Champion d'Algérie en 2007 et 2009 avec l'ES Sétif.

- Vainqueur de la Coupe d'Algérie en 1998 et 2002 avec le WA Tlemcen.

- Vainqueur de la coupe d'Algérie en 2005 avec l'ASO Chlef.

- Vainqueur de la Coupe de l'UFAA en 1998 avec le WA Tlemcen.

- Vainqueur de la Ligue des Champions arabes en 2007 et 2008 avec l'ES Sétif.

real madrid : Raúl veut tout chambouler

Grand favori pour prendre la relève de Zinedine Zidane sur le banc merengue, l'ancien attaquant veut déjà tout changer.

Il n'y a plus trop de doutes maintenant, même si le principal concerné a évité le sujet après la victoire face à l'Athletic ce dimanche : Zinedine Zidane va quitter le Real Madrid en fin de saison. Et forcément, il faut lui trouver un remplaçant. Chez les dirigeants madrilènes, on pense à un nom : Raúl Gonzalez, qu'on ne présente pas, et dont le travail avec le Real Madrid Castilla a été



unanimement salué cette saison. Si lui aussi a botté en touche lorsque des journalistes l'ont questionné sur son avenir, les discussions avec ses supérieurs ont bel et bien commencé. Selon le journal AS, l'ancien numéro 7 et la direction ont commencé à parler du poste.

L'état-major du champion d'Espagne en titre a sondé l'Espagnol sur l'intérêt qu'il pourrait porter au rôle d'entraîneur de l'équipe première. Forcément, ce dernier a dit oui, puisque l'idée d'entraîner son club de cœur est difficilement refusable. Mais il a aussi fixé quelques conditions...

Il veut miser sur la jeunesse
Le média explique que si les clés du camion lui sont confiées, il souhaite mener à bien une véritable révolution dans l'effectif. Il souhaite ainsi nettoyer le vestiaire et de nombreux cadres devraient partir. Parce qu'ils arrivent en fin

de cycle, mais surtout parce que l'ancien joueur de la Roja veut donner sa chance aux jeunes, lui qui a mis l'équipe B du club en play-offs de montée en D2 cette saison, avant d'être éliminée ce week-end. Le caractère de Raúl, ainsi que sa méthodologie sont bien différents de celui de Zidane, et visiblement, l'ancien goleador veut avoir les pleins pouvoirs pour imposer sa patte.

On parle là d'un entraîneur très exigeant, dont le passage en Allemagne lui a fait prendre conscience de l'importance énorme à accorder à la préparation

physique. Un sujet sensible en ce moment à Madrid, où on croule sous les blessés depuis le début de saison. Si Zinedine Zidane a déjà donné des premières opportunités aux composants des Mirlos Five - cette génération dorée de La Fabrica composée de Marvin Park, Sergio Arribas, Miguel Gutierrez, Victor Chust et Antonio Blanco - Raúl compte bien s'appuyer sur eux, et sur bien d'autres, sur le moyen et long terme. Reste cependant à voir ce qu'en pense Florentino Pérez, lui qui espère au contraire frapper de gros coups sur le mercato...

omar da fonseca :

« Lionel Messi au PSG ? Je l'aide à faire son déménagement »



Omar Da Fonseca n'a pas son pareil pour parler football. Après avoir évoqué avec nous Marcelo Bielsa et Mauricio Pochettino, le consultant vedette de beIN Sports nous dit tout sur Lionel Messi et la possibilité de le voir débarquer à Paris cet été. Et quand Da Fonseca se confie sur la Pulga, ça vaut le détour ! Lionel Messi au PSG. Impossible il y a encore de cela quelques mois, la rumeur enfle à mesure que la saison

s'achève et surtout que la fin du contrat (au 30 juin) de la Pulga au FC Barcelone se rapproche. Et si Joan Laporta fait tout son possible pour conserver le sextuple Ballon d'Or et que des discussions ont lieu actuellement, il aura fort à faire avec la concurrence parisienne. À écouter Omar Da Fonseca, le président du club catalan a toutes les cartes en main pour prolonger Messi. Mais difficile pour le consultant vedette de beIN Sports, qui apprécie

tout particulièrement le natif de Rosario, de conserver son calme devant la possibilité de voir débarquer la star argentine au Parc des Princes.

Il est tout bonnement déjà prêt à s'installer au Parc des Princes 24h sur 24 avec sa gazinière pour se régaler des arabesques du génie argentin bientôt âgé de 34 ans. Mieux, il est même prêt à s'occuper de son déménagement ! Du Omar Da Fonseca dans le texte...

Arkadiusz Milik, un attaquant que tout Marseille veut voir rester

Auteur d'un triplé dimanche soir contre Angers (3-2), l'attaquant polonais s'apprête à boucler de manière brillante ses six premiers mois à l'OM. Et désormais, tout le peuple olympien espère le voir rester. Encensé quand il était le directeur du football de l'Olympique de Marseille, Pablo Longoria jouit d'une réputation bien meilleure que Jacques-Henri Eyraud sur la Canebière. Depuis son arrivée au club, l'Espagnol fait souvent mouche lorsqu'il recrute un joueur. Et aujourd'hui, les observateurs locaux estiment que l'OM a enfin trouvé le « grantakan » tant recherché depuis le début de l'ère McCourt en 2016. Arrivé l'hiver dernier après une demi-saison passée sans jouer du côté du Napoli, Arkadiusz Milik (27 ans) fait le bonheur des supporters phocéens. Buteur dès son deuxième match sous ses nouvelles couleurs (contre Lens), l'international

polonais (59 sélections, 15 réalisations) suscitait quelques interrogations, notamment concernant son état physique. Près de cinq mois après sa signature à l'OM, l'ancien pensionnaire de l'Ajax Amsterdam a mis tout le monde d'accord. Auteur de 8 buts en 14 matches de Ligue 1, Milik a offert hier soir une qualification en coupe d'Europe au peuple olympien. Un bilan comptable meilleur que celui affiché par Dario Benedetto sur la même période à son arrivée en 2019 (6 réalisations).

Milik fait l'unanimité

« J'essaie juste de montrer le meilleur de moi-même sur le terrain. Je vais montrer ce que je vaudrai et ce sera aux autres de juger si je suis un bon attaquant ou non », déclarait récemment l'intéressé au micro de Canal+. Eh bien, pour La Provence, Milik est bien le « grantakan » tant désiré, idéalement servi par le 4-3-3 mis en place par Jorge Sampaoli hier soir. Un rendement qui va toutefois

forcément reposer la question du futur du Polonais.

Vraisemblablement qualifié pour la Ligue Europa (l'OM a trois points d'avance et un goal average largement favorable à celui de Lens), Marseille a-t-il les moyens pour s'éviter une revente de son attaquant, alors qu'un retour en Italie est régulièrement évoqué ? « On a le contrôle de Milik, c'est un joueur de l'OM avec une formule qui me prendrait la journée à expliquer. (...) Il n'y a pas de possibilité qu'il retourne à Naples. (...) Dans un marché, il y a toujours une possibilité de joueur dans un grand club européen. Il n'y a pas de parole donnée en cas d'offre d'un grand club. C'est toujours une question de négociations. L'intention du joueur est de prolonger à Marseille, où il est très content », déclarait Pablo Longoria en avril dernier. Et depuis hier, les Marseillais espèrent que leur nouveau président dit vrai.





Facebook

Cinq conseils pour protéger votre compte des piratages

Mot de passe, double authentification, alerte de connexion... Voici quelques mesures de précaution simples et efficaces pour protéger au mieux votre compte Facebook contre un éventuel piratage.

Un mot de passe fort

La première ligne de défense pour votre compte Facebook, c'est un mot de passe fort. On oublie les 123456, les combinaisons douteuses de nom et de date de naissance, il s'agit des mots de passe les plus faciles à pirater. Les pirates testeront toutes les combinaisons possibles ayant une connexion avec votre vie.

En analysant votre compte, ils pourront facilement deviner votre mot de passe en associant votre date de naissance au nom de votre animal de compagnie par exemple. Choisir un mot de passe fort – une combinaison de minuscules et de majuscules, des symboles et des chiffres – permet de leur rendre la tâche plus difficile. Idéalement, il faudra également créer une combinaison que vous n'utilisez nulle part ailleurs.

Si on conseille souvent d'utiliser un mot de passe différent sur chaque site,

on ne va pas vous le cacher, ce n'est pas toujours très pratique. Toutefois, il convient d'utiliser des mots de passe uniques pour vos apps les plus importantes : votre messagerie Gmail, votre compte Microsoft, votre app bancaire, PayPal, Facebook, notamment.

La double authentification

La seconde étape consiste à activer la double authentification. Ainsi, si le pirate parvient à obtenir votre mot de passe, il ne pourra malgré tout pas accéder à votre compte puisqu'il lui faudra également renseigner le code envoyé par SMS au numéro de l'utilisateur.

Pour activer cette option, rendez-vous dans les paramètres de Facebook, puis dans la section Sécurité et connexion. Activez ensuite la fonction « Authentification à deux facteurs ». Vous pourrez choisir la méthode d'authentification par SMS – la plus simple –, par application dédiée (Google Authenticator ou Windows Authenticator) ou par clé de sécurité.

Des alertes de connexion

Le troisième moyen de prévenir le piratage de votre compte Facebook est d'activer les alertes en cas de connexions non reconnues.

Ainsi, si quelqu'un essaie de se connecter à votre compte depuis un nouvel emplacement ou depuis un appareil ou un navigateur inconnu, vous recevrez un mail ou une notification Facebook ou via Messenger. Si vous n'êtes pas à l'origine de cette connexion, dépêchez-vous de changer votre mot de passe.

Pour activer cette option, retournez dans les Paramètres de Facebook, onglet Sécurité et connexions, puis sélectionnez « Recevoir des alertes en cas de connexions non reconnues ». Choisissez ensuite le canal par lequel Facebook vous alertera d'une connexion non reconnue à votre compte. Cela peut se faire via une notification Facebook, Messenger ou par mail.

Eviter de connecter votre Facebook à toutes les apps

Le piratage peut également venir de l'extérieur. En l'occurrence, beaucoup d'internautes utilisent désormais leur compte Facebook pour s'identifier sur un site. C'est pratique, mais pas sans danger puisque l'utilisateur donne en réalité un accès à certaines de ses données.

S'il est peu probable que l'une de ces entreprises s'en



prene à votre compte, il est en revanche possible que certaines des informations que vous partagez tacitement avec soient piratées un jour, auquel cas les pirates récupéreront des données qui pourront leur être utiles pour pirater votre compte... La plupart des piratages se produisent après l'exploitation d'une base de données – généralement en accès libre sur Internet. Dans la mesure du possible, on vous conseille donc d'éviter de vous connecter sans cesse avec Facebook.

Protéger votre mail

Enfin, il convient aussi d'assurer ses arrières en protégeant l'accès à sa boîte mail avec la double authentification ou au moins un mot de passe fort également. Les pirates pourraient potentiellement réinitialiser votre mot de passe en passant par votre boîte mail, mieux vaut donc prévenir que guérir.

En Bref...

Avant la fin de l'année, Matter sera le label qui permettra à l'ensemble des appareils connectés de communiquer d'une seule voix avec les applications domotiques et les assistants vocaux.

En matière d'accessoires connectés, qu'il s'agisse d'ampoules, de réfrigérateurs, de caméra de surveillance domestique ou autres thermostats connectés, la cohabitation n'est pas toujours évidente avec les applis dédiées à la domotique chez Amazon, Apple, Google, ou encore Samsung. Chacun y va de sa méthode et on ne peut pas dire que tout se fasse de concert. Pour régler le souci, voici Matter ! Ce standard est le fruit de l'alliance entre les constructeurs de matériel connectés (Philips, Legrand, Ikea, Huawei, etc.) et les ténors proposant des plateformes de gestion domotique, comme Amazon, Google ou Apple. Pour ce projet baptisé CHIP à l'origine, tous s'étaient regroupés sous la bannière de la Zigbee Alliance. Ce partenariat change pour l'occasion de nom pour se rebaptiser Connectivity Standards Alliance.

Débloquer les freins de la domotique avec un standard Basé sur une approche open source, Matter permet d'adopter une norme commune à la fois pour simplifier le jumelage, la gestion et la sécurité des différents appareils connectés de la maison. Il sera ainsi très facile et possible de piloter n'importe quel appareil certifié Matter avec les assistants vocaux de Google, Amazon, Apple et Samsung, par exemple.

Ce label Matter, officialisé aujourd'hui, devrait être déployé lors du dernier trimestre de cette année. Les appareils compatibles arboreront un logo Matter. Et ceux des marques qui sont déjà commercialisés devraient pour la plupart recevoir des mises à jour pour les rendre compatibles avec le standard Matter. Depuis, cette annonce, les communiqués déferlent sur une mise en conformité avec cette norme par les marques partenaires.

L'impression 3D vertueuse grâce à Precious Plastic



Lancée pour le recyclage du plastique à une échelle locale, l'initiative Precious Plastic prend tout son sens dans un FabLab où les déchets plastiques, notamment dus à l'impression 3D, sont importants.

Machines emblématiques

des FabLabs qui révolutionnent peu à peu le monde de la fabrication numérique, les imprimantes 3D ont quand même un défaut majeur : elles consomment beaucoup de plastique et en génèrent des déchets. Une donnée qui fait tâche quand on sait que 368 millions de tonnes de plastique ont été produites en 2019, dont 91 % ne sont pas recyclées. D'où l'idée de Precious Plastic proposée par le Néerlandais Dave Hakkens : des kits en open source pour que chacun puisse construire sa propre usine miniature de recyclage de plastique.

Une unité de recyclage plastique en open source

Sur le site internet de l'association, vous trouverez donc tous les éléments pour créer une unité locale de recyclage à petite échelle : les plans pour créer les différentes machines nécessaires (broyeur, extrudeur, presse à injection et presse à compression), des conseils pour organiser le processus, des modes d'emploi pour fabriquer divers objets à partir des matériaux recyclés (lampe, mobilier, vaisselle...) et une carte interactive pour repérer les ateliers de recyclage ou

les fabricants de machine près de chez soi. Tous les programmes informatiques, les plans et documents de référence sont disponibles gratuitement et librement, sous la licence Creative Commons Attribution - Share Alike International 4.0.

Ces mini-usines de recyclage ont donc tout naturellement leur place dans les FabLabs. Elles permettent de donner une seconde vie aux matériaux en plastique, sous forme de nouveaux objets ou comme filament dont est friande l'impression 3D.



80 % des patients hospitalisés pour la Covid-19 souffrent de manifestations neurologiques

Des médecins américains ont mis en évidence l'incidence des troubles neurologiques chez les personnes hospitalisées pour la Covid-19. Cela concerne 80 % des malades. À l'hôpital, les patients atteints de la Covid-19 éprouvent une grande diversité de symptômes comme une détresse respiratoire ou des symptômes neurologiques. Selon une étude récente, 80 % des patients hospitalisés pour la Covid-19 présentent des manifestations neurologiques bénignes ou sévères. Des médecins de l'université de médecine de Pittsburgh ont regroupé les données recueillies auprès de

3.744 patients répartis dans 28 hôpitaux internationaux (13 pays et quatre continents représentés). Ce travail publié dans Jama Network Open permet d'estimer l'incidence des manifestations neurologiques chez les adultes hospitalisés mais aussi le poids qu'elles pèsent sur leur santé.

Des manifestations neurologiques qui aggravent la Covid-19

Les médecins ont considéré à la fois les symptômes modérés rapportés par les patients et qui n'ont pas été confirmés par un diagnostic médical et les symptômes plus sérieux diagnostiqués à l'hôpital. Les maux de tête



sont le trouble neurologique le plus fréquemment rapporté par les malades (37 %), suivi de l'anosmie ou l'agueusie (26 %). Du côté des maladies diagnostiquées par les

médecins, les encéphalopathies aiguës sont les plus fréquentes. Elles touchent 49 % des patients de cette étude. Vient ensuite le coma pour 17 % des malades suivi par des accidents

vasculaires cérébraux, avec 6 %. Les médecins ont aussi calculé si ces symptômes neurologiques augmentaient le risque de décès à l'hôpital. C'est bien le cas pour les manifestations neurologiques diagnostiquées par les médecins (odds ratio [aOR], 5.99; 95% CI, 4.33-8.28). En revanche, les symptômes rapportés par les malades eux-mêmes ne semblent pas avoir de conséquence négative sur l'évolution de la Covid-19. Cette étude est la première et aussi la plus importante à étudier l'incidence des manifestations neurologiques dans plusieurs pays.

TRAITEMENT DE LA MALADIE D'ALZHEIMER : L'espoir pléiotropique

Des chercheurs de l'université de Caen commencent bientôt des essais cliniques de phase I contre la maladie d'Alzheimer avec une nouvelle molécule : le donécopride. Cette dernière peut agir sur plusieurs cibles thérapeutiques et dispose d'un bon niveau de preuve chez l'animal. Cela fait vingt ans que la recherche clinique sur la maladie d'Alzheimer ne donne aucun résultat. L'incidence de la maladie augmente et on ne sait toujours pas la soigner ni limiter durablement la survenue des symptômes. Ce constat d'échec de deux décennies de recherche laissera-t-il la place à une nouvelle ère plus fructueuse ? C'est ce qu'espèrent des chercheurs de l'université de Caen qui développent un médicament dit pléiotropique, terme émanant de la biologie, repris par la chimie médicinale pour désigner une molécule capable d'agir sur plusieurs récepteurs cibles. Ils ont récemment publié une étude dans la revue *Molecules*. L'objectif de cette future thérapie : Les médicaments que conçoivent les chercheurs doivent avoir plusieurs rôles. Deux pour être exact. D'un côté, ils doivent inhiber l'enzyme responsable de l'hydrolyse de l'acétylcholine

- l'acétylcholinestérase - afin de pallier la chute des taux d'acétylcholine que l'on constate dans la maladie d'Alzheimer, ce neurotransmetteur étant indispensable à la bonne communication interneuronale. « L'acétylcholinestérase constitue la cible de la plupart des traitements symptomatiques de la maladie d'Alzheimer qui permettent de ralentir l'apparition de certains troubles mnésiques. De fait, ces thérapeutiques n'ont aucune efficacité sur la progression de la maladie en tant que telle. C'est pourquoi elles ont été totalement déremboursées il y a maintenant presque deux ans », détaille Christophe Rochais, Professeur en Chimie organique à l'université de Caen et coauteur de l'étude. L'ambition des scientifiques est donc de développer des molécules uniques qui permettent d'interagir avec plusieurs cibles thérapeutiques pour avoir un effet synergique. Et c'est du côté des récepteurs sérotoninergiques qu'ils se sont concentrés. Pour comprendre pourquoi, il faut d'abord revenir à la théorie dominante dans la physiopathologie de la maladie d'Alzheimer. « Dans le paradigme actuel, la cause de la maladie d'Alzheimer est

l'accumulation des peptides bêta-amyloïdes dans le cerveau. Ces derniers sont formés à partir d'une protéine qu'on a appelée simplement protéine précurseur de l'amyloïde. Cette protéine peut être clivée de deux façons et ces différents clivages vont donner lieu à des protéines totalement différentes au niveau de leurs effets. L'une est considérée neuroprotectrice et l'autre c'est la fameuse bêta-amyloïde », développe Patrick Dallemagne, Professeur de Chimie médicinale à l'université de Caen et coauteur de l'étude.

Le programme PLEIAD

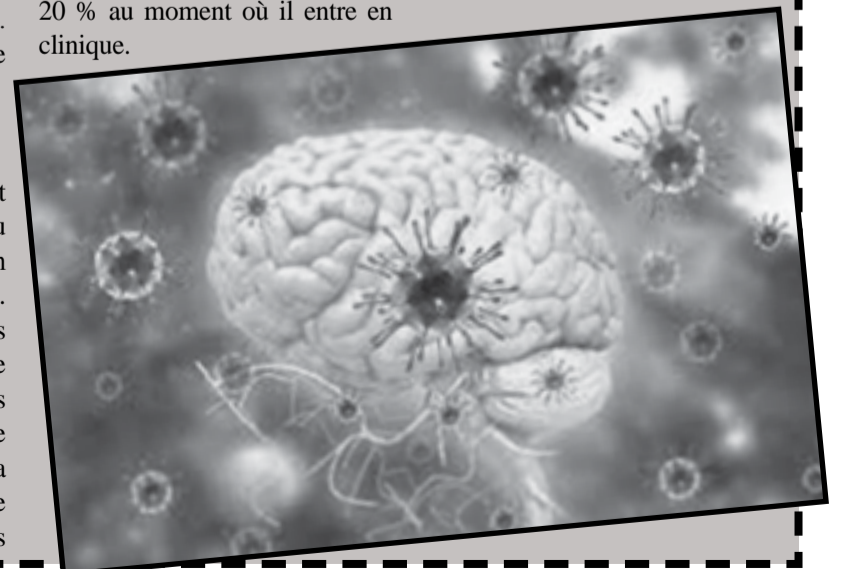
Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'un programme nommé PLEIAD, pour Pleiotropic Agent Against Alzheimer Disease, financé par la région Normandie. Le but de ce programme, et de l'étude publiée dans la revue *Molecules*, est de trouver des analogues du donécopride, un candidat médicament pléiotropique qui attend le feu vert des agences sanitaires afin de démarrer les essais cliniques. « Nous avons réalisé des essais qui montrent que le donécopride est actif chez différents modèles animaux de la maladie d'Alzheimer. La famille de la molécule vient d'être brevetée par l'université de Caen et nous

espérons commencer la phase I des essais cliniques début 2022 », affirme Patrick Dallemagne.

La dernière chance pour la théorie bêta-amyloïde ?

Quand est-ce que les essais cliniques avec le donécopride, chef de file des médicaments du programme PLEIAD, vont débiter ? En effet, si l'étude publiée dans *Molecules* tente de trouver des analogues à ce dernier, il pourrait être le premier à être testé chez l'Homme. Les recherches d'analogues sont surtout menées pour augmenter la probabilité de trouver un traitement efficace. « La mise sur le marché d'un médicament est un parcours du combattant. On estime nos chances d'obtenir un traitement efficace entre 10 et 20 % au moment où il entre en clinique.

Si nous parvenons à découvrir cinq analogues du donécopride, nous avons de bonnes chances de voir un jour un médicament franchir les premières phases des essais cliniques », détaille Patrick Dallemagne. Pour autant, il faut rester prudent concernant les estimations. Comme mentionné dans l'introduction, cela fait 20 ans que les essais cliniques tiennent en échec la théorie bêta-amyloïde. Cela pourrait donc être un nouvel échec. Ou bien la première fois qu'une stratégie marcherait étant donné les effets encourageants des essais chez l'animal. Quel que soit le résultat final, que l'on espère évidemment positif, cela permettra à la science d'avancer.





Face cupping :

La nouvelle tendance beauté qui permet de lutter contre les rides

Après le rouleau de jade ou le massage gua sha, voici la tendance ventouse pour le visage. Découvrez ses nombreux bienfaits pour la peau sans plus tarder !

C'est vers 25 ou 30 ans que les premiers signes du vieillissement cutané commencent à apparaître. Le visage commence à perdre en fermeté. Certaines rides d'expression sont plus marquées et les taches ne dis-



paraissent plus aussi facilement. Pour combattre au

mieux ces signes, voire les inverser, nous connaissons toutes les crèmes anti-âge et certaines techniques de massages. La plus en vogue sur Tik Tok en ce moment ? La facial cup. Cette tendance consiste à se masser le visage avec... une ventouse ! Le but ? Lutter contre les rides et remodeler l'ovale.

Face cupping : les effets rajeunissants de la ventouse pour le visage

Les experts en soin de la

peau explique que ce procédé augmente la circulation sanguine, booste la production de collagène et d'élastine. Résultat ? Une peau raffermie et rajeunie. De plus, ce type de massage embellit le teint qui devient visiblement plus éclatant. La ventouse a aussi l'avantage de décriper les muscles (et donc la peau). En clair, le face cupping est un rouler-palper facial anti-âge qui fait ses preuves, à raison de quelques minutes par jour seulement. Après l'avoir

effectué, il est possible que de remarquer quelques traces rouges sur le visage, qui disparaîtront très vite. En revanche, l'utilisation de cet objet n'est pas recommandée aux personnes souffrant de problèmes de circulation sanguine. Dernier conseil : n'oubliez pas d'effectuer ce massage sur une peau hydratée ! À présent, vous savez tout sur cette dernière tendance !

Comment faire des gnocchis maison ?

Fabriquez-vous même ces pâtes italiennes à base de pommes de terre. Elles sont meilleures fraîches qu'achetées au supermarché.

Pour cuisiner un repas rapide et gourmand, les gnocchis sont toujours une bonne idée. Faciles à préparer, ils se marient avec tout un tas de sauces, de poissons et de viandes. Si vous souhaitez les réaliser vous-même à la maison plutôt que de dépenser des sous dans des paquets déjà prêts au supermarché, cette recette devrait vous plaire. Elle nous vient du compte Instagram de La Marmite de la Marmotte, une blogueuse culinaire qui prône une cuisine éthique, mais surtout délicieuse. Elle nous partage cette recette pleine de douceur dont elle a hérité de sa grand-mère. À vos tabliers.

La recette des gnocchis maison

Régalez toute la maison en fabriquant vos propres gnocchis. Cette recette simple n'a rien à envier aux pâtes toutes faites que l'on retrouve dans le commerce. Une fois cuits, accompagnez vos gnocchis d'une sauce, de viande, ou encore de poisson. Et si vous préférez un bon petit plat végétarien optez pour des gnocchis au pesto avec des tomates cerises fraîches



coupées et ajoutées en fin de cuisson. C'est une petite astuce gourmande de la rédac dont vous nous direz des nouvelles !

Les ingrédients pour 4 personnes

700 g de pommes de terre

2 œufs

500 g de farine (ou plus si besoin)

1 noix de beurre

sel

muscade

Les étapes de la recette

1. Épluchez les pommes de terre, coupez-les en morceaux grossiers et faites-les bouillir dans une casserole.

2. Une fois cuites, mettez-les dans un saladier, ajoutez une noix de beurre et réduisez les pommes de terre en purée. Ajoutez le sel et la muscade.

3. Ajoutez les œufs et mélangez.

4. Ajoutez la farine et mélangez jusqu'à l'obtention d'une pâte homogène.

5. Faites des pâtons que vous allez ensuite transformer en boudins. Coupez de petits morceaux au couteau pour créer vos petits gnocchis.

6. Passez les gnocchis dans vos mains pour les arrondir, puis posez-les à plat sur une plaque que vous aurez farinée au préalable.

7. Si vous souhaitez reproduire les stries des gnocchis, faites-les rouler sur le dos d'une fourchette.

8. Pour les cuire, faites-les bouillir dans une casserole.

9. Dès qu'ils remontent à la surface, vos gnocchis sont cuits et il ne vous reste plus qu'à les déguster !

Les astuces de la Marmotte : préférez de vieilles pommes de terre pour obtenir des gnocchis bien fermes. Sachez également que les gnocchis peuvent se conserver longtemps dans certaines conditions. Si vous en faites plus que ce dont vous avez besoin, il vous suffit de mettre le reste au congélateur et de le ressortir quand vous en avez envie.



Madeleines moelleuses

Les ingrédients

Pour réaliser une douzaine de délicieuses madeleines bien bombées, vous avez besoin de :

250 g de farine

280 g de sucre

7 g de levure

1 gousse de vanille

250 g de beurre fondu crémeux

4 œufs

Les étapes de préparation

1. Mettez votre beurre à fondre au micro-ondes. Faites attention à ce que celui-ci ne soit pas entièrement fondu, mais crémeux.

2. Récupérez le contenu de votre gousse de vanille que vous aurez préalablement coupée en deux. Mélangez avec vos œufs à l'aide d'un fouet.

3. Puis, ajoutez le sucre en poudre et fouettez à nouveau.

4. Tamisez la levure et la farine et ajoutez-les au premier appareil à l'aide de votre fouet jusqu'à obtenir une pâte parfaitement homogène.

5. Ensuite, incorporez votre beurre crémeux et mélangez



jusqu'à complète incorporation. Vous pouvez, selon vos envies, ajouter, à ce moment-là, un ingrédient de votre choix (chocolat, confiture, etc...) et personnalisez ainsi vos madeleines. Vous pouvez mettre votre appareil à madeleines au réfrigérateur pour la nuit, maintenant, ou, si vous préférez après le garnissage du moule.

6. Remplissez votre poche à douille de votre appareil à madeleines. Garnissez les cavités de votre moule à madeleines aux deux-tiers.

7. Tapez un peu votre moule sur votre plan de travail pour équilibrer. Si vous n'avez pas, préalablement, mis votre appareil à madeleines au frais, vous pouvez à ce moment-là le au réfrigérateur pour la nuit. C'est le secret pour obtenir de jolies bosses (ou dômes) sur le haut de vos madeleines, de même qu'une belle alvéolation à l'intérieur.

8. Enfouez pendant 17



Un tableau de Picasso vendu 103,4 millions de dollars aux enchères à New York

Encore une belle vente pour Pablo Picasso. Le tableau *Femme assise près d'une fenêtre* (Marie-Thérèse) a été vendu jeudi 103,4 millions de dollars lors d'enchères organisées chez Christie's, à New York. La toile de 1,46 m sur 1,14 m, peinte en 1932, a été adjugée 90 millions de dollars, portés à 103,4 une fois ajoutés frais et commissions, après une bataille de plus de 19 minutes entre collectionneurs.

L'œuvre, qui représente la maîtresse et muse de Picasso, Marie-Thérèse Walter, a quasiment doublé le montant de l'estimation initiale fournie par Christie's, soit 55



millions de dollars. La vente confirme la vitalité du marché de l'art, qui n'a pas vraiment souffert de la pandémie, mais aussi le statut à part de Pablo Picasso (1881-1973).

Seuls 14 tableaux ont dépassé les 100 millions de dollars aux enchères

Le même tableau avait été acquis il y a huit ans seulement par le vendeur,

lors d'une vente organisée à Londres, pour 28,6 millions de livres, soit environ 44,8 millions de dollars, moins de la moitié du prix offert jeudi. Cinq œuvres du peintre espagnol ont désormais franchi le seuil symbolique de 100 millions de dollars. Avant même cette vente, il était déjà seul en tête de ce club très fermé, avec quatre tableaux, dont *Les femmes d'Alger*, qui détient le record pour un Picasso, à 179,4 millions de dollars, en mai 2015.

Seuls 14 tableaux ont dépassé les 100 millions de dollars aux enchères. Outre Picasso, l'artiste italien Amedeo

Modigliani est le seul à en compter plus d'un dans la liste, avec deux exemplaires. C'est la première fois depuis deux ans qu'une œuvre franchit ce palier, depuis qu'un exemplaire de la série des *Meules* de Claude Monet avait atteint 110,7 millions chez Sotheby's, déjà à New York.

Mardi, la toile *In This Case* du peintre américain Jean-Michel Basquiat était partie pour 93,1 millions de dollars chez Christie's lors de la première des grandes ventes de printemps, l'un des deux rendez-vous les plus importants du monde des enchères.

American Song Contest :

Les Etats-Unis lanceront leur concours inspiré de l'Eurovision en 2022



Le projet avait été annoncé l'été dernier. Il se concrétisera

l'an prochain. La première édition de l'American Song Contest, inspirée du

concours Eurovision de la chanson, se tiendra en 2022, a annoncé l'Union européenne de radiotélévision dans un communiqué ce vendredi soir. La chaîne américaine NBC diffusera cette compétition, coproduite par Propagate et Universal Television Alternative Studio et chapeauté par le producteur exécutif de *The Voice*.

Ce concours à la sauce américaine verra concourir, pour décrocher le titre de la

« meilleure chanson originale », des artistes représentant les 50 Etats des Etats-Unis, cinq territoires associés et la capitale, Washington (District de Columbia).

Des tours qualificatifs

L'événement se déroulera en plusieurs temps : d'abord des tours qualificatifs, puis des demi-finales et une grande finale. Il n'a pas été précisé si le système de votes (avec les fameux « 12 points ») sera utilisé à l'American Song

Contest mais les résultats seront combinés à partir des suffrages du public et d'un jury de pros du monde musical.

« L'American Song Contest allie l'esprit de compétition consistant à soutenir votre Etat à des performances épiques qui présenteront au public les cultures musicales qui fondent l'Amérique », avance Jenny Groom de NBC, citée dans le communiqué.

Les musées ouverts au public «à titre gracieux»

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a annoncé, dimanche à Alger, l'ouverture des musées à l'échelle nationale «à titre gracieux» du 17 au 20 mai, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des musées, en vue d'inciter les citoyens à découvrir la richesse du patrimoine national.

Intervenant à l'ouverture des portes ouvertes sur «La sécurité culturelle... enjeu du développement culturel durable» organisées au Centre des Arts et de la Culture au Bastion 23, la ministre a invité les citoyens à se rapprocher de

ces espaces qui abritent «la mémoire nationale» afin de «se réconcilier avec le patrimoine qui représente notre fierté».

A ce propos, Mme. Bendouda a salué les efforts déployés par les divers corps de sécurité en matière de protection du patrimoine culturel national, qualifiant ces institutions de «principal partenaire du ministère de la Culture dans la protection du patrimoine culturel national».

«Le combat mené pour la préservation du legs est une cause profondément participative, impliquant instances, organisations, associations et individus, et

requérant une coordination au plus haut niveau, à travers la constitution d'équipes de protection pleinement et officiellement habilités à exercer le devoir de riposte au actes de vandalisme qui entameraient les objets patrimoniaux», a-t-elle souligné.

Mme Bendouda a indiqué que l'amendement de la loi N 98-04 relative à la protection du patrimoine culturel, actuellement sur la table du gouvernement, prendra en compte la valorisation de tout le patrimoine culturel subaquatique au niveau du littoral national.

Elle a en outre affirmé qu'elle «suit de plus près» le dossier



de découverte des canons historiques dans les eaux du port de Cherchell (Tipaza), où les équipes de recherche archéologique fouillent le site en coopération avec le ministère de la Culture et le Centre national de recherche en archéologie (CNRA) et en coordination avec le ministère des Travaux publics, ajoutant qu'il était possible de garder ce patrimoine immergé et de le valoriser économiquement en organisant des plongées pour les visiteurs.

De son côté, la directrice du

Centre des arts et de la culture, Faïza Riache a indiqué que ces portes ouvertes organisées du 16 au 18 mai, ont vu la participation de représentants de divers corps de sécurité spécialisés et de musées, ainsi que des académiciens et des acteurs de la préservation et de la valorisation du patrimoine culturel. Une série d'interventions liées au patrimoine a également été programmée en marge de ces portes ouvertes.



Paris

« Ex Africa », un art d'Afrique vivant et politique au Quai Branly



« Il y a toujours quelque chose de nouveau qui vient de l'Afrique », disait l'historien romain Pline l'Ancien (« Ex Africa semper aliquid novi »). Cette phrase, présente dans l'exposition Ex Africa, Présences africaines dans l'art aujourd'hui, au quai Branly, résume bien le fond de cette œuvre collective au propos très politique. Œuvre collective, parce que si le journaliste et commissaire Philippe Dagen a fédéré les forces, de nombreux artistes ont réalisé pour cette occasion des œuvres inédites. Une façon de dire, que non, l'art africain n'est pas en dehors de l'Histoire, qu'il est loin des représentations passéistes et figées que l'on donne de lui. Qu'en somme, il crée. Pour démonter ces clichés, Philippe Dagen a choisi de

s'attaquer au premier des maux, celui par lequel le malentendu commença : l'idée de primitivisme. C'est ainsi que l'on voyait encore les choses en 1984, quand le MoMa, le musée d'art moderne de New York, exposa des œuvres sous le titre « Primitivism », définissant l'art africain comme « un pourvoyeur commode de formes dans lesquelles on puise sans se demander comment les objets sont arrivés en Europe », comme le résume le commissaire d'exposition.

« Dans primitivisme vous avez primitif »

« Nous avons voulu montrer que contrairement à une certaine manière de voir l'histoire de l'art, les arts de l'Afrique ne devraient plus être considérés exclusivement en fonction de ce qu'ils ont

apporté aux arts occidentaux, explique Philippe Dagen. Ce qui est le récit habituel, où l'on ne parle d'art africain que lorsque l'on parle du cubisme. L'art africain est automatiquement indexé à une histoire européenne. Aujourd'hui il n'est plus possible de continuer à penser en ces termes. »

Picasso, Braque, et les artistes du début du XXe siècle ont certes été les premiers artistes à porter un regard non disqualifiant, non méprisant sur les masques et statuette que ramenaient, sans les comprendre, les marchands d'art. « Mais ils n'avaient pas les moyens de comprendre les fonctions religieuses, morales, politiques que ces objets avaient dans les cultures dont ils étaient issus », précise à 20 Minutes Philippe Dagen. Qui ajoute : « Dans primitivisme vous avez primitif, c'est une sorte de jugement hiérarchique qui est sous-entendu, il y aurait les primitifs d'un côté et les modernes, les civilisés de l'autre. On reproduit une sorte de hiérarchie entre les cultures qui ressemble à ce qu'on appelait la hiérarchie entre les races. »

Illusion ludique

A partir des années 1980, des artistes vont s'opposer à cette vision. Comme A.R. Penck, Antoni Clavé et Jean-Michel Basquiat, dont on

peut admirer au quai Branly le Grillo plein de couleurs, qui se veut un griot portant la mémoire de l'esclavage. Dans les années 2000, la critique se fait encore plus frontale, se moquant de cette récupération occidentale qui commercialise les masques sacrés comme on produit des hamburgers. La salle dédiée à la collection Chapman, des artistes Dinos et Jake Chapman, est un pied de nez rieur et savoureux pour les visiteurs et visiteuses. En s'approchant des totems et statues aux allures hiératiques, on distingue une frite dans une main, un sandwich à la place d'une tête, et un Ronald bien ancré sur son socle, sceptre à la main... L'illusion est ludique, le message limpide. Plus loin, cette chosification est dénoncée sous la forme d'objets totemisés. Un masque de plongée et une taille-haie électrique intitulée Black et Decker sont érigés sur un socle par Bertrand Lavier, figures aussi absurdes que le tas de masques désincarnés accumulés sans vie au sol par Théo Mercier.

Une spirale de sandales de migrants

Il y a d'autres manières pourtant de faire vivre ces formes anciennes qu'en les pillant et en les vidant de leur sens, avance l'exposition. C'est ce que Philippe Dagen appelle « l'activation », qu'il oppose à la « citation » : «

Quand un langage plastique nouveau se saisit en totale liberté des formes proposées par les arts anciens. » Le journaliste cite la spirale Non Retour de Romuald Hazoumé, dessinée par l'accumulation de sandales en plastique de migrants toutes couleurs, délavées par l'eau salée. Plus loin une série de photos de Leonce Raphael Agbodjelou dénonce le Code noir – c'est aussi le nom de l'œuvre –, cet ensemble de textes juridiques établissant l'esclavage, en un triptyque où la pauvreté matinée de verdure tranche avec les espérances brandies par un habitant, dans la photo que l'on devine être celle d'un de ses ancêtres.

Si l'on devait résumer cette exposition en un seul but, un seul objectif, pour Philippe Dagen, ce serait celui-ci : « Montrer qu'il y a des artistes qui prennent en charge des réalités contemporaines – migrants, spoliations, corruption, exploitation – et qui parlent à leurs contemporains » non en pillant les formes d'art anciennes, mais en « connexion, en connivence, en amitié » avec elles. Si le regard sur les arts d'Afrique est encore loin d'être égalitaire, avec Ex Africa, il en prend le chemin.

Des auteurs des franchises « Alien » et « Star Wars » réclament leurs royalties à Disney

En novembre dernier, l'auteur Alan Dean Foster a publié une lettre ouverte accusant Disney de ne pas lui avoir versé de royalties pour son travail sur les franchises Alien et Star Wars suite au rachat de Lucasfilm en 2012 et de la 21st Century Fox en 2019. « Mon épouse a de sérieux problèmes de santé, et une forme avancée de cancer m'a été diagnostiquée en 2016. Nous pourrions utiliser cet argent. Ce n'est pas de la charité : juste ce qui

m'appartient », a-t-il écrit dans cette lettre relayée par le Hollywood Reporter.

Depuis, de nombreux auteurs ont ajouté leurs voix à celle d'Alan Dean Foster. Le 28 avril dernier, ils ont lancé une initiative via le hashtag #DisneyMustPay (Disney doit payer) avec le soutien de plusieurs syndicats dont la Authors Guild, la National Writers Union et Science Fiction and Fantasy Writers of America.

Comme si rien n'était

Ensemble, ils sont parvenus à

dresser une liste des sociétés qui leur doivent de l'argent, toutes étant possédées entièrement ou en partie par Disney. Il s'agit notamment de Disney Worldwide, Marvel Worldwide ou encore Boom ! Studios. Parmi la douzaine d'auteurs concernés, on compte Ann C. Crispin, autrice de la trilogie Han Solo dans l'univers de Star Wars ou encore d'Alien, la Résurrection, et qui est décédée en 2013. Depuis, son veuf a découvert que des rééditions avaient eu lieu sans



qu'aucun droit ne soit versé. Même constat pour Walter Jon Williams qui a écrit Le Nouvel Ordre Jedi – La voie du Destin (2002). « Il semble qu'il se soit bien vendu. Je

n'ai jamais reçu de royalties, et je ne sais pas non plus si j'en possède parce que Disney refuse de me le dire », a-t-il fait remarquer à la publication.

Miss Univers

Miss Mexique décroche le titre



Andrea Meza, Miss Mexique, a été couronnée Miss Univers dimanche aux Etats-Unis. Vêtue d'une robe de soirée rouge étincelante, la jeune femme de 26 ans a terminé devant les finalistes brésilienne et péruvienne, lors d'un show animé depuis Hollywood, en Floride, par les Américains Mario Lopez et Olivia Culpo.

Elle a battu plus de 70 concurrentes pour remporter ce 69e titre de Miss Univers, et succéder à la Sud-Africaine Zozibini Tunzi, Miss Univers 2019. C'est un panel de huit

femmes qui a désigné la gagnante. Après un passage très remarqué en Marianne lors du National Costume Show jeudi, Amandine Petit, Miss France 2021, s'est, elle, finalement hissée dans le top 21 des participantes mais n'a pas pu accéder au top 10. « Un résultat assez incroyable avec beaucoup de travail derrière, une belle préparation », a-t-elle expliqué auprès de LCI.

Un concours marqué par des prises de position

Durant la cérémonie, Miss Birmanie, Thuzar Wint Lwin, a profité de la compétition pour dénoncer le coup d'Etat

qui a renversé l'ex-dirigeante birmane Aung San Suu Kyi. « Notre peuple meurt et se fait tirer dessus par l'armée tous les jours », avait-elle lancé dans sa vidéo de présentation – avant la finale du concours – avec des photos d'elle participant aux manifestations anti-junte. « Par conséquent, je voudrais exhorter tout le monde à parler de la Birmanie », avait ajouté la jeune femme.

Miss Singapour, Bernadette Belle Ong, a également profité du concours du plus beau costume traditionnel pour dénoncer les discriminations contre les Asiatiques. Vêtue d'un body rouge scintillant et de cuissardes assorties, elle s'était retournée, révélant les mots « Stop à la haine contre les Asiatiques » sur sa cape aux couleurs du drapeau singapourien. « A quoi sert cette plateforme si je ne peux pas l'utiliser pour envoyer un message fort de résistance contre les préjugés et la violence ? », a-t-elle aussi écrit sur Instagram, à côté des photos de sa tenue.

Demi Lovato va enquêter sur les extraterrestres



Demi Lovato s'apprête à partir enquêter sur les ovnis dans Unidentified, une émission commandée par le service de streaming Peacock. La pop star ne partira pas seule dans cette aventure puisqu'elle sera accompagnée de sa sœur Dallas ainsi que de son meilleur ami, Matthew.

Le trio ira à la rencontre d'experts, de témoins et consultera même des archives gouvernementales afin de répondre à cette question cruciale : sont-ils parmi nous ? Pour l'heure, Peacock a commandé quatre épisodes à la chanteuse et actrice qui va également officier en tant que productrice exécutive sur le projet. A ce titre, elle sera épaulée par son manager Scooter Braun qui participera également à la production comme le révèle Variety.

De nombreux projets

Unidentified est le dernier projet télévisé en date que met en place Demi Lovato pour NBCUniversal. En avril dernier, la chaîne a annoncé commander un épisode pilote pour une série baptisée Hungry produite par la star qui prévoit également d'y jouer. Inspirée de son combat contre les troubles alimentaires, Hungry mettra en scène un groupe d'entraide consacré aux personnes victimes de ce type de problèmes.

Une manière cathartique, sans doute, de tourner la page pour Demi Lovato qui a récemment montré au monde à quel point tout allait mieux pour elle dans le documentaire YouTube Demi Lovato: Dancing With the Devil.

Les films et séries Marvel raflent la mise aux MTV Movie & TV Awards

Si les séries et films Marvel peinent encore à s'imposer lors de cérémonies comme les Emmy Awards ou les Oscars, il y a une remise de prix où ils cartonnent : les MTV Movie & TV Awards. Lors de l'édition 2021, qui s'est déroulée ce dimanche soir, les programmes du MCU ont réalisé un raz-de-marée ! D'abord grâce à WandaVision, la série Disney+ avec Elizabeth Olsen (Wanda Maximoff) et Paul Bettany (Vision), qui a remporté quatre prix : Meilleure Série, Meilleur Méchant (pour Kathryn Hahn, qui incarne Agatha Harkness), Meilleur Combat (Agatha contre Wanda !) et Meilleure Performance dans une série, pour Elizabeth Olsen.

L'autre série Disney+, Falcon et le Soldat de l'Hiver, a permis au MCU de rafler deux récompenses supplémentaires : Meilleur Duo, pour Anthony Mackie (Falcon) et Sebastian Stan (Bucky Barnes/Le Soldat de l'Hiver), ainsi que Meilleur Héros pour Anthony



Mackie.

Pas fini

Les films Marvel, qui en raison de la pandémie ont tous été repoussés, ont malgré tout été mis à l'honneur, de manière indirecte. La star de Black Widow Scarlett Johansson a en effet remporté le prix de la Génération MTV, remis à une personnalité de premier plan pour l'ensemble de sa carrière.

Parmi les autres lauréats, on retrouve notamment Regé-Jean Page, de La Chronique

des Bridgerton, pour le prix de la Performance Révolutionnaire, Leslie Jones, pour celui de Meilleure Performance Comique dans Un Prince à New York 2, et le prix de Génie Comique, remis à Sacha Baron Cohen. Chadwick Boseman a remporté un autre prix posthume pour son rôle dans Le Blues de Ma Rainey. Enfin, le prix du Meilleur Film a été attribué à la comédie romantique To All the Boys : Always and Forever.

Info Star...

Drew Barrymore avait toujours rêvé de fonder un foyer stable, avec deux parents présents pour leurs enfants. Alors lorsqu'en 2016 elle a divorcé du père de ses filles, Will Kopelman, et que celui-ci a décidé de s'installer à New York, elle n'a pas hésité. « Je ne voulais pas que mes enfants soient éloignés de leur père et j'aime sa famille. Nous sommes très proches et même si on a divorcé, on s'est dit, «Evitons de faire un faux pas. Continuons comme si nous étions une famille parce que c'est ce que nous sommes». », a expliqué l'actrice à Oprah Winfrey, dans le cadre de sa série d'interviews Life in focus.

Pour autant, il n'a pas été facile pour Drew Barrymore de quitter la maison qu'elle occupait depuis vingt ans à Los Angeles. « C'était la maison que j'avais construite pour moi. Je l'ai eue durant vingt



ans. Cette maison, j'avais juré que ce serait celle de mes enfants. C'était aussi dur que le divorce lui-même... J'ai dû abandonner deux rêves à la fois », a poursuivi la star de Santa Clarita Diet.

Mais au final, la vision qu'avait Drew Barrymore du foyer a évolué une fois qu'elle s'est installée à New York avec ses deux filles, Olive qui a aujourd'hui 8 ans et Frankie qui en a 7. « Maintenant j'ai compris ce qu'est la définition du foyer. C'est simplement là où nous sommes, peu importe où tant que je suis avec mes enfants », a conclu l'actrice.

coNfÉrENcE sUr LA rELANcE écoNomIQUE d'AoÛt 2020:

Le CNESE évalue la mise en œuvre des recommandations

Le Conseil national économique, social et environnemental (Cnese) organise du 18 au 23 mai en cours, des rencontres-débats consacrées au suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de la conférence portant "plan de relance pour une économie nouvelle en Algérie", a annoncé lundi le Conseil dans un communiqué.

Ces rencontres-débats regrouperont les représentants des départements ministériels et institutions nationales, selon la même source qui ajoute que les participants procéderont, notamment, à l'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations avec ses



déclinaisons opérationnelles inhérentes aux mesures d'urgence et de court terme à fin 2021, a précisé le Cnese.

Le président de la République avait chargé le Cnese d'assurer le rôle de médiateur entre le gouvernement et les

opérateurs économiques en s'érigeant en cellule de veille pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la conférence nationale sur la relance socio-économique, rappelle la même source.

Pour rappel, la conférence

sur la relance économique, organisée les 18 et 19 août 2020, au Centre international de presse Abdelatif Rahal, sous la présidence du chef de l'Etat, lui-même avait réuni le gratin de l'économie nationale, des universitaires et des partenaires sociaux pour poser les assises d'un nouveau paradigme économique et consacrer la rupture avec le modèle adossé depuis l'indépendance sur les revenus des hydrocarbures.

La conférence, pour rappel, s'est soldée par des propositions de recommandations qui devaient être affinées avec un mode d'emploi pour chaque secteur afin d'introduire à petites doses des réformes dans l'optique d'une nouvelle

économie nationale diversifiée.

Mais force est de constater qu'une année après cette conférence présentée à grands renforts de publicité comme "fondatrice", la plupart de ses recommandations continuent de dormir paisiblement dans les tiroirs de l'Administration, laquelle continue d'exercer sa force d'inertie contre révolutionnaire.

Car en terme de changement dans le secteur économique et à défaut du Big Bang que la situation exige, nous avons juste assisté, de la part du Gouvernement, à des bidouillages la petite semaine, très en deça des éléments de rhétorique novatrice du président Tebboune.

Le CNESE examine les moyens d'améliorer le classement de l'Algérie dans le rapport Doing business

L'amélioration du classement de l'Algérie dans le rapport Doing business de la Banque mondiale (BM) a été au centre d'une série de rencontres organisées par le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) qui prend désormais en charge ce dossier, a indiqué lundi le Conseil dans un communiqué.

"S'inscrivant en droite ligne des engagements du président de la République contenus dans son programme, notamment celui s'attachant aux libertés économiques et à l'amélioration de l'environnement des affaires et de la promotion de l'investissement, le Conseil national, économique, social et environnemental (CNESE) a, en présence des secteurs et entités directement concernés par cette problématique, organisé une série de rencontres pour identifier les noeuds gordiens auxquels l'Algérie doit faire face afin d'asseoir une véritable réforme structurelle et prospectiviste", a expliqué la même source.

Ces rencontres visent, selon le CNESE, "à la promotion de l'investissement productif, la création d'un écosystème favorable à l'entrepreneuriat et l'amélioration des facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers (IDE)".



A la faveur de ces rencontres, le CNESE a procédé à l'examen du dossier Doing Business (classement de la Banque mondiale) dont la gestion lui a été confiée.

Dans ce cadre, il a été établi trois "perspectives axiales" et qui constituent "le socle de la feuille de route élaborée lors desdites rencontres tenues en présence des différentes parties prenantes", a fait savoir le communiqué.

Il s'agit du rehaussement du Comité national dédié à l'amélioration de l'environnement des affaires, de l'installation des groupes de travail techniques de haut niveau pour le suivi des indicateurs qui concourent au "ranking" pays établi dans le cadre du Doing Business ainsi que la mise à jour du plan d'action dudit Comité national.

Rappelant la suspension décidée

par la Banque mondiale quant à la publication du rapport Doing Business en raison "d'irrégularités" dans les données relayées dans ses rapports de 2018 et 2020, le CNESE a souligné avoir formulé des propositions, via une plate-forme électronique ouverte aux pays membres, pour la révision et l'amélioration de la méthodologie observée jusqu'ici, par cette institution.

A cet effet, le Conseil a émis le point de vue et les observations des autorités algériennes quant aux limites de la méthodologie Doing Business et la "subjectivité de quelques contributeurs", tout en formulant des préconisations du CNESE et des membres du Comité national pour améliorer la méthodologie et lever toute incohérence dans l'évaluation des pays, a-t-on souligné de même source.

Reprise du transport ferroviaire de voyageurs entre Constantine et Alger

Le transport ferroviaire de voyageurs a repris dimanche pour la desserte reliant Constantine à Alger (aller-retour), a indiqué le directeur régional de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF), Abdelhamid Achouche.

La liaison ferroviaire Constantine- Alger a repris à bord d'un train Coradia, a fait savoir le même responsable, précisant que l'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la SNTF visant l'amélioration de la qualité du transport ferroviaire.

La liaison ferroviaire Constantine- Alger à l'arrêt depuis plus de 2 ans pour des raisons organisationnelles (existence d'une desserte Annaba- Alger), a repris dimanche en réponse aux multiples demandes formulées par les citoyens, a souligné la même source, rappelant que la SNTF est considérée comme une "entreprise citoyenne".

Cette reprise permet d'assurer un seul voyage par jour en aller entre Constantine et



Alger et le retour pour le lendemain d'Alger vers Constantine, a détaillé la même source, précisant que le départ de Constantine vers Alger est programmé pour dimanche, mardi et jeudi.

Durant le trajet, le train doté de toutes les commodités nécessaires marquera des haltes dans les gares de Sétif et de Bordj Bouarréridj notamment, a-t-on indiqué, mettant en avant l'importance de cette desserte dans l'amélioration des conditions de déplacement des citoyens. Le directeur régional de la SNTF a indiqué que des instructions fermes ont été données à l'effet de prévoir toutes les mesures préventives recommandées dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et de veiller au strict respect de ces mesures.